

RAPPORT ANNUEL 2009



القرض الفلاحي
CREDIT AGRICOLE







MOT DU PRÉSIDENT
DU DIRECTOIRE .

M. Tariq SIJILMASSI
PRÉSIDENT DU CRÉDIT AGRICOLE DU MAROC



En 2009, le positionnement stratégique du Crédit Agricole du Maroc, qui se caractérise par son ancrage dans les réalités du terrain, a porté ses fruits en dépit d'un contexte de crise financière internationale.

Notre nouveau plan d'entreprise GCAM 2013 conforte la double vocation du Groupe et confirme son engagement dans l'accompagnement du Plan Maroc Vert.

GCAM 2013 clarifie la stratégie de la Banque et délimite clairement les champs d'activité, à travers notamment :

- un renforcement des structures dédiées à la mission de service public :
 - la consolidation de l'activité micro crédit de la Fondation ARDI ;
 - le lancement effectif de la nouvelle société de méso finance « Tamwil El Fellah » spécialisée dans l'accompagnement du pilier solidaire du Plan Maroc Vert ;
 - le renforcement des financements destinés à notre cœur de cible : l'agriculture et l'agrobusiness ;
- le déploiement de la banque commerciale sur les marchés porteurs :
 - des particuliers et professionnels ;
 - du corporate et de l'international.

Parallèlement à cela, la Banque a continué son effort de rationalisation et de perfectionnement de ses processus de gestion, ainsi que de renforcement de ses fonds propres.

Comme de coutume, une attention particulière est portée aux Ressources Humaines, véritable moteur et principal artisan des réalisations de la Banque.



LE CRÉDIT AGRICOLE DU MAROC,
LA BANQUE VERTE.

SOMMAIRE

NOTRE HISTOIRE	09
GOVERNANCE	13
L'ENVIRONNEMENT	19
L'environnement national	20
Environnement bancaire et financier	23
Le secteur agricole	23
LE CAM EN 2009	27
Faits marquants	28
Activité générale	29
LES CHANTIERS DU CAM EN 2009	35
1. Plan stratégique GCAM 2013	36
2. Augmentation du capital social du Crédit Agricole du Maroc	36
3. Actions dans le cadre de l'accompagnement du Plan Maroc Vert 2009-2013	37
LES PRODUITS ET MÉTIERS DU CRÉDIT AGRICOLE DU MAROC	39
1. Gamme de Produits et de Services	40
2. Développement et mise à niveau du Réseau	40
3. Développement et process de gestion	41
4. Système d'information	41
5. Ressources Humaines	43
6. Gestion Globale des Risques	43
7. Holdagro : La banque d'Affaires du CAM	44
8. CAM Gestion	47
9. Assalaf Al Akhdar	47
LE RAPPORT FINANCIER	51
1. Résultats	52
2. Rapports des commissaires aux comptes	53
3. Les États de synthèse	54
LE RÉSEAU CAM	87



NOTRE HISTOIRE



NOTRE HISTOIRE



2008

- Gestion de la ligne de crédit :
Avances sur marchés publics.
- FDA : Nouvelles procédures d'octroi des aides financières de l'Etat.
- Réorganisation de l'organigramme du CAM.
- Adhésion au régime de retraite complémentaire RECORE.
- Assurance Groupe Décès Invalidité Totale et Définitive du Personnel.
- Mise en place du Comité de Trésorerie.
- Mesures d'accompagnement des agriculteurs pour la campagne 2008-2009.
- Réorganisation des Caisses régionales, Caisses Locales et Agences Bancaires du CAM.

2007

- Lancement et commercialisation du produit Leasing Vert.
- Lancement de la carte bancaire « Emeraude Visa Electron ».
- Tenue de la 7e Convention de la Banque à Rabat sous le thème « Pour que notre réalité rattrape nos ambitions ».
- Création du Pôle Vert dédié au développement du secteur agricole et du monde rural.
- Inauguration des Centres d'affaires Casa Al Massira et Hay Riad Rabat.
- Adoption d'une organisation générale pour la mise en place du programme de refonte du système d'information « Phoenix ».
- Lancement d'une campagne nationale en direction du marché des Marocains Résidents à l'Etranger.
- Création de la Task Force « Bâle II » suite à la mise en place du nouvel accord de Bâle sur les fonds propres.
- Création de la Direction de la Conformité et de la Déontologie.

2006

- Lancement du plan d'action sociale CAP 2008
- Signature du contrat programme Etat - CAM 2005-2008
- Migration des agences BMAO vers le système d'information du CAM dans le cadre de la fusion informatique et comptable

- Mise en place d'automates de change pour les opérations d'achat de devises auprès des particuliers
- Fondation du Crédit Agricole pour le Micro Crédit : Fondation Ardi
- Annonce officielle de la baisse des taux d'intérêt des crédits à l'agriculture

2003-2005

- Acquisition Réseau BMAO
- Acquisition Réseau BNDE
- Transformation en société anonyme à Directoire et à Conseil de Surveillance, dénommée « Crédit Agricole du Maroc » régie par la loi relative aux sociétés anonymes ainsi que par la loi relative à l'exercice de l'activité des établissements de crédit et de leur contrôle
- Réforme traduisant la volonté des pouvoirs publics de doter le CAM de modes de gouvernance aptes à lui permettre de répondre aux exigences de ses clients et de ses actionnaires
- Formalisation du plan stratégique « CAP 2008 »
- Organisation par marchés
- Mise à niveau des process et des outils de gestion (système d'information, système comptable, contrôle interne...)
- Recadrage du plan d'entreprise dans la prospection du respect de l'ensemble des règles prudentielles régissant la profession :
- Annulation des créances détenues sur 100 000 agriculteurs représentant un encours de 3 milliards de DH
- Acquisition du siège social de la BNDE
- Fusion Absorption de la BMAO
- Augmentation du capital social pour le porter à 2821 milliards de DH
- Ouverture du capital aux partenaires stratégiques
- Transformation de l'encours d'un emploi obligatoire en endettement sur 10 ans
- Remboursement anticipé des lignes d'emprunts extérieurs les plus onéreuses
- Forte croissance des activités et des résultats pour soutenir la mise en œuvre de la restructuration financière de la banque

1997-2001 Nouveau positionnement stratégique de la CNCA

- Plan d'entreprise Oufok 2003 lancé en 1999 : une nouvelle stratégie visant principalement à mettre à niveau l'institution et à engager les actions de redressement de sa situation financière et ce, dans le cadre d'un positionnement rénové en tant que banque rurale généraliste de proximité, agissant en partenaire actif de toute la filière agricole et de l'ensemble du monde rural
- Adoption de la nouvelle réforme institutionnelle du Crédit Agricole par le conseil des Ministres au mois d'avril 1999
- Signature de la convention Etat-CNCA relative au traitement du surendettement des agriculteurs en 2001

1988-1996 Nouvelles dispositions pour la CNCA

- Impôt sur les sociétés
- Dispositions de la nouvelle loi bancaire

1970-1987 Début de l'activité bancaire

- Lancement de la collecte des dépôts et des activités bancaires
- Financement de l'agro-industrie en 1979
- Réorientation de la CNCA et financement de nouveaux secteurs en 1987 dont la pêche côtière, la forêt, le tourisme, le commerce et les services...

1961-1967 Début de l'activité bancaire

Création et entrée en fonction de la Caisse Nationale de Crédit Agricole.

Implantation des caisses locales sous forme de succursales.



GOUVERNANCE



GOUVERNANCE



Le Conseil de Surveillance

- Monsieur **Abbas EL FASSI**,
Premier Ministre, Président
- Monsieur **Aziz AKHANNOUCH**,
Ministre de l'Agriculture et de la Pêche Maritime - Ministère de l'Agriculture, Premier Vice Président
- Monsieur **Salaheddine MEZOUAR**,
Ministre de l'Economie et des Finances - Ministère de l'Economie et des Finances, Deuxième Vice Président
- Monsieur **Moha MARGHI**,
Secrétaire Général - Ministère de l'Agriculture et de la Pêche Maritime, Membre
- Monsieur **Nour-eddine BOUTAYEB**,
Wali Directeur des Collectivités Locales - Ministère de l'Intérieur, Membre
- Monsieur **Zouhair CHORFI**,
Directeur de la Direction du Trésor et des Finances Extérieures - Ministère de l'Economie et des Finances, Membre
- Monsieur **Abdelaziz TALBI**,
Directeur de la Direction des Entreprises Publiques et de la Privatisation - Ministère de l'Economie et des Finances, Membre
- Mutuelle Agricole Marocaine d'Assurances représentée par Monsieur **Abed YACOUBI SOUSSAN**,
Président Directeur Général de la MAMDA & MCMA, Membre
- Représentant du groupe CDG, Membre (en cours de nomination)
- Monsieur le Directeur de la Direction de la Programmation et des Affaires Economiques – Ministère de l'Agriculture et de la Pêche Maritime, Membre (en cours de nomination)

Le Directoire

- Monsieur **Tariq SIJILMASSI**,
Président du Directoire du Crédit Agricole du Maroc
- Monsieur **Jamal Eddine EL JAMALI**,
Secrétaire Général du Crédit Agricole du Maroc, Membre du Directoire
- Monsieur **Mohammed EL AYYADI**,
Directeur Général Adjoint du CAM, Membre du Directoire
- Monsieur **Karim TAJMOUATI**,
Directeur Général Adjoint du CAM, Membre du Directoire

Entités rattachées à la Présidence

Contrôle Général
Direction du Marketing et de la Communication
Direction de la Conformité et de la Déontologie

Hassan MOLINA
Meriem LARAICHI
Salima BELOUCHI

Entités rattachées au Directoire

Observatoire de la Qualité du Réseau
Direction du Recouvrement Spécial

Driss GHANMI

Banque Commerciale et de Financement

Karim TAJMOUATI

Banque Commerciale

Directeur de Pôle - **Abderrahman SENIHJI**

Pôle Marché des Particuliers et Professionnels
Direction de l'Animation Marché MRE
Direction du Marketing Opérationnel
Direction de l'Animation des Conventions Employeurs
Direction de l'Animation Réseau et Pilotage
Direction Réseau Entreprises
Direction Réseau Nord
Direction Réseau Sud
Direction Réseau Centre

Samira BENSALAH
Ali ISSARI

Khalid LASRY
Nabil SALMI
Farouk BOUHLAL
Jala LAOUD

Pôle Agriculture et Agro-industrie

Directeur de Pôle - **Fatiha BERRIMA**

Filière Fruits et Légumes
Filière Immobilier, Tourisme et Services en Milieu Rural
Filière Pêche
Filière Sucre et Corps Gras
Filière Céréales et Légumineuses
Filière Lait, Viandes rouges et Aviculture
Direction des Partenariats et Animation des Conventions
Pôle Marché des Capitaux et International
Direction de l'International
Direction de la Finance de Marché
Direction Gestion d'Actifs et de l'Epargne Investie

Abderrahim BELMIR
Jalal BOUCHAMA
Jamal HACHEM

Abdelilah SAIDI
Karim TAYFI
Mustapha DAHROUR
Mohamed FAKHREDDINE
Sanaa BELLAMINE
Youssef OUSBANE

Gestion globale des Risques

Mohammed EL AYYADI

Pôle Risque Crédit

Directeur de Pôle - **Abdelali REGAG**

Direction Centrale des Engagements
Direction de la Gestion Administrative des Engagements
Direction du Back Office des Engagements
Direction du Contrôle des Engagements
Direction du Recouvrement et du Contentieux

Abdelaziz EL OUADRHIRI
Fayçal LAHLOU

Mohamed EL GUARTI
Ali BARAKAT

Pôle Management du Risque

Directeur de Pôle - **Abdelfdil EZ-ZARZARI**

Direction Centrale du Risque Opérationnel
Direction de la Sécurité des Biens et des Personnes
Direction du Risque Juridique
Direction de la Qualité des Données et des Reportings
Centrale des Garanties et de l'Archivage
Direction Coordination de la GGR

Mustapha CHERRADI
M'barek YOUNOUSSI
Abdelhafid CHENTOUF
Driss EL ABDELLAOUI
Mimoun CHARQI
Abdelhamid SEKTAOUI

Secrétariat Général du Groupe

Jamal Eddine EL JAMALI

Pôle Moyens

Directeur de Pôle - **Rachid KIFANI**

Direction Centrale du Budget et des Achats
Direction des Achats
Direction du Budget des Achats
Direction Centrale des Moyens Logistiques
Direction du Patrimoine Immobilier
Direction de la Logistique Exploitation
Département Administration des Sièges

Slimane EL WALI
Mustapha AIT EL OURF
Souad MANOUDI
Abderrahmane RHAZI
Ahmed MOULINE
Khadija BEAASSI
Aziz GHILAN

Pôle Capital Humain

Directeur de Pôle - **Meriem IDISSI KAITOUNI**

Direction de la Gestion Administrative du Personnel
Direction du Développement Social
Direction de la Gestion des Carrières
Direction de la Formation
CAM Academy

Abderrahim MEZIANI
Mohamed IMANI
Abdelhamid KARKORI
Leila NAJIOULLAH
Mohammed MESKINI

CAM Services

Fouad CHIKRI

Pôle Finance

Directeur de Pôle - **Mohammed Mehdi EL HAMZI**

Direction du Risques Marché
Direction de la Planification Financière et ALM
Direction du Contrôle de Gestion et du Budget
Direction des Traitements et Arrêtés Comptables
Direction des Procédures et du Contrôle Comptable

Saida AIT BELHADJ
Fahd EL ANSARI
Abdelmoughit BENNANI
Mohamed OUBHAME

Pôle Support

Directeur de Pôle - **Abdemounaim Dinia**

Direction Centrale des Systèmes d'Information
Direction Solutions Métiers
Direction Assistance aux Utilisateurs
Direction Production Informatique
Direction des Traitements Bancaires
Direction du Back Office financier
Direction du Back Office International
Direction des Moyens de Paiements et Services en ligne

Fouad YOUSFI

Habib BERRAHMA
Mohammed Esseddik HAIMEUR
Azzedine MESBAHI

Pôle Développement

Directeur de Pôle - **Fouad HARRAZE**

Direction de la Communication Interne
Direction de la Qualité
Direction des Programmes
Direction de l'Organisation
Direction de la Responsabilité Sociétale et Environnementale

Mohamed Bachir BERRADA
Lamyae BOUANANI
Khalid IDRISSI M'GOUNI
Mokhtar CHEMAOU
Fatim Ez-zahra LARHRIB

Directions Régionales

Direction du Réseau du Nord - Rabat
Direction du Réseau du Nord - Gharb - Kénitra
Direction du Réseau du Nord - Nord - Tanger
Direction du Réseau du Nord - Oriental - Oujda
Direction du Réseau du Sud - Casa Ouest
Direction du Réseau du Sud - Casa Est
Direction du Réseau du Sud - El Haouz - Marrakech
Direction du Réseau du Sud - Sud - Agadir
Direction du Réseau du Centre - Tadla Ouardigha - Beni Mellal
Direction du Réseau du Centre - Chaouia Doukkala - Settati
Direction du Réseau du Centre - Meknès Tafilalet
Direction du Réseau du Centre - Fès

Nabil CHAKOR
Mounir MEBTOUL
Mohammed AMGHAR
Mustapha CHELLAT

Abdelaziz CHAKIR
Abdeljalil ZINE EL AABIDINE
Driss ISMAILI
Mouloud ARBAN
Mohamed SOUAF
Abdelfettah EL JOUAHARI
Mustapha ERROUAKI

Filiales

Fondation Ardi
Tamwil El Fellah
Assakan Al Akhdar
Holdagro
CAM Gestion
Pôle Coordination des Filiales

El Mostafa CHEHHAR
Mustapha BEN EL AHMAR
Abdallah SBIHI
Tarik BERKIA
Salma BOUHMOUCH
Ouafae CHEQROUNI

Les Comités

Comités de Crédits

Comité des Grands Risques
Comité des Risques Agricoles
Comité de Crédit et Recouvrement du Siègle
Comité Interne de Crédit et Recouvrement du Siègle
Comité de Crédit et Recouvrement du Réseau

Comité Capital Humain

Comité du Contrôle Général et Juridique

Comité d'Exploitation

Comité de Trésorerie

Comité des Activités à l'International

Comité Marché des Marocains Résidents à l'Etranger (MRE)



L'ENVIRONNEMENT

L'environnement national
Environnement bancaire et financier
Le sercteur agricole



L'ENVIRONNEMENT



La crise économique, entamée en 2008, a donné lieu à une importante récession mondiale en 2009 avec une contraction du PIB de 0,6% en 2009. L'activité dans les pays avancés a été marquée par un net recul (-3.2% du PIB) tandis que la croissance des économies émergentes a accusé un repli en passant à 2,4% en 2009 contre 6,1% en 2008.

De plus, les flux des capitaux et du commerce international ont sensiblement chuté en 2009. Le taux de chômage s'est, pour sa part, généralement aggravé dans les économies avancées, tandis que l'inflation a connu un net ralentissement enregistrant même des valeurs négatives dans la plupart des pays industrialisés en liaison avec la faiblesse de la demande et la baisse des prix des matières premières.

Face à l'ampleur du recul de l'activité et à la persistance du risque d'effondrement du système financier, les autorités nationales ont multiplié les mesures de relance, tant monétaire que budgétaire.

En effet, afin de normaliser les conditions financières, les banques centrales ont procédé à la réduction de leurs taux directeurs à des niveaux historiquement bas mais ont également eu recours à des mesures non conventionnelles d'assouplissement quantitatif (injonctions massives de liquidités, octroi de garanties, achat ferme d'actifs financiers de long terme). En terme de politique budgétaire, les gouvernements des pays avancés (Etats-Unis en tête) et, à moindre échelle, ceux des pays émergents ont multiplié les plans de grande envergure de soutien à l'activité économique et au système financier.

Les actions mises en œuvre ont toutefois eu un impact limité sur l'activité économique en 2009, puisque la reprise amorcée au deuxième semestre a davantage concerné les pays émergents et en développement.

Au niveau du système financier, les dispositifs de soutien ont eu des effets plus significatifs, en contribuant à l'amélioration du fonctionnement du marché monétaire, au recul de l'aversion au risque, ainsi qu'au redressement progressif des marchés boursiers. Cependant, le crédit bancaire est resté atone dans les principales économies

avancées en raison de conditions très restrictives, notamment pour le financement de l'investissement et de la consommation tandis que de nouvelles sources de fragilité du système financier sont apparues en fin d'année, en liaison avec l'accroissement des dettes souveraines et la hausse des primes de risque de certains pays industrialisés qui en a résulté.

D'un point de vue général, à l'exception de la régression de l'inflation importée, en liaison avec le recul des cours des matières premières et des prix à la consommation au niveau mondial, l'environnement international de 2009 n'a pas manqué d'impacter négativement l'économie nationale, suite notamment à la hausse du chômage, à la baisse des revenus et à la baisse des taux d'utilisation des capacités de production dans les principaux pays partenaires du Maroc.

L'environnement national

Activité sectorielle

En dépit d'un environnement international défavorable, la croissance économique au Maroc est restée soutenue, à la faveur d'une campagne agricole exceptionnelle. Les effets récessifs de la conjoncture chez nos principaux partenaires bien que limités, n'ont pas manqué de peser sensiblement sur les branches les plus dépendantes des marchés extérieurs. La performance de ces branches qui a montré une forte synchronisation avec le cycle de croissance des principaux partenaires, s'est progressivement améliorée à partir du deuxième



semestre. Dans ces conditions, la croissance globale a atteint 4,9% en 2009, après 5,6% en 2008.

Au niveau du secteur primaire, les activités agricoles ont augmenté de 30,6% en 2009 après la hausse de 16,3% en 2008, consécutivement à l'expansion de la production céréalière. Celle-ci a quasiment doublé pour s'élever à un niveau exceptionnel de 102 millions de quintaux. En même temps, l'activité de la pêche a réalisé une progression de 12,2% après celle de 19% un an auparavant. Dans l'ensemble, la part du secteur primaire dans la valeur ajoutée totale est passée de 15,7% à 19,3%. En revanche, après cinq années de croissance, le secteur secondaire a accusé un repli de 4,7%, sous l'effet conjugué de la baisse de la production minière ainsi que du ralentissement de l'activité industrielle et de celle du bâtiment et travaux publics. Quant au tertiaire, y compris les services non marchands fournis par l'administration publique, il a progressé de 3,9% après la hausse de 4,1% en 2008 et ce, malgré la baisse enregistrée dans les services liés au tourisme.

Au total, le PIB à prix courants, estimé à 736,2 milliards de dirhams, a progressé de 6,9% au lieu de 11,8% en 2008. La valeur ajoutée agricole, chiffrée à près de 100,9 milliards de dirhams, a enregistré une hausse de 21,6%, tandis que celle des activités non agricoles, évaluée à 553,6 milliards de dirhams, s'est accrue de 3,2%.

Secteur Primaire

La campagne agricole 2008-2009 a été marquée par des résultats exceptionnels, notamment pour la céréaliculture, à la faveur des conditions climatiques favorables. En effet, le cumul pluviométrique moyen national et le taux de remplissage des barrages à usage agricole ont atteint des records, soit respectivement 542 mm et 84% au lieu de 261 mm et 47%. Ainsi, à l'exception de la récolte des cultures sucrières et de légumineuses, les autres productions végétales se sont situées à des niveaux satisfaisants. Parallèlement, l'amélioration de l'état du couvert végétal, notamment dans les zones non irriguées, a été propice à l'activité de l'élevage. Pour sa part, la production halieutique a marqué une progression de 14,5%, après une hausse de 16% un an auparavant.

Ainsi, la valeur ajoutée du secteur primaire, calculée à prix constants, a enregistré un accroissement de 29% au lieu de 16,6% en 2008 et sa contribution à la croissance est passée de 2,1 à 3,7 points de pourcentage.

Secteur secondaire

Les activités secondaires, dont la part dans la valeur ajoutée nationale représente 25%, ont enregistré une baisse de 4,7% au lieu d'une progression de 3,6% en 2008. Ce repli est attribuable à la forte contraction de l'activité minière et au ralentissement de l'activité des industries manufacturières et de celle des bâtiments et travaux publics.

Secteur tertiaire

Les activités tertiaires, dont la part dans la valeur ajoutée globale a atteint 56%, ont marqué une progression de 3,9%, rythme comparable à celui de 2008. Cette évolution est attribuable principalement au dynamisme des services marchands autres que le tourisme.

La demande

La contraction exceptionnelle de l'activité économique au niveau international, notamment dans les principaux partenaires européens du Maroc, s'est traduite par une baisse de la demande extérieure. Elle a également contribué au ralentissement de la demande intérieure, à travers la baisse des flux des transferts courants et des investissements directs étrangers. En effet, les exportations des biens et services se sont réduites de 13,1%, mais la contribution négative de la demande extérieure nette à la croissance du PIB est revenue à 1,9 point de pourcentage, après 2,9 points en



2008, en raison du net repli des importations. Au niveau des composantes de la demande intérieure, la consommation des ménages a marqué une hausse de 4,0%, au lieu de 6,0%, alors que l'investissement privé a connu un net ralentissement. En revanche, la croissance de la consommation et de l'investissement publics s'est accélérée d'une année à l'autre. Au total, la demande intérieure a augmenté de 4,5% à prix courants et de 5,2% en termes réels, contribuant ainsi de 6,8 points de pourcentage à la croissance globale, chiffrée à 4,9%.

La consommation

La consommation finale nationale a atteint 552 milliards de dirhams en termes nominaux, en progression de 6,4%, contribuant ainsi à hauteur de 4,2 points de pourcentage à la croissance globale contre 4,4 points en 2008. Sa part dans le revenu national brut disponible s'est élevée à 70,8% contre 69,6% un an auparavant, tandis que la propension marginale à consommer, calculée par rapport au produit intérieur brut, s'est maintenue au niveau observé en moyenne durant les cinq dernières années, soit 0,7. S'agissant de la consommation des ménages, qui représente 76% de la consommation nationale, elle s'est accrue, en termes nominaux, de 4,7% après une hausse de 11,2% en 2008 et sa contribution à la croissance s'est établie à 2,3 points de pourcentage en 2009. En effet, malgré le repli des revenus générés par les activités non agricoles et des revenus et transferts nets de l'extérieur, l'augmentation des revenus agricoles et l'amélioration des salaires, ainsi que de la part de l'emploi rémunéré ont permis de maintenir le dynamisme de la consommation. Le niveau bas de l'inflation a contribué également à préserver le pouvoir d'achat. Pour sa part, la consommation finale des administrations publiques a progressé de 12% au lieu de 5,3% une année auparavant, consécutivement à la hausse tant des charges du personnel que des autres dépenses en biens et services.

Les finances publiques

L'exécution de la loi de finances au titre de l'année 2009 s'est effectuée dans un contexte de ralentissement de la croissance des activités non agricoles. Impactées également par les nouveaux réaménagements fiscaux, notamment en matière d'impôt sur les sociétés et d'impôt sur le revenu, les recettes fiscales se sont ainsi inscrites en baisse pour revenir à 23% du PIB, après l'expansion exceptionnelle enregistrée au cours des deux dernières années¹. En regard, en dépit de la forte contraction des charges de compensation, les dépenses globales ont connu une hausse, liée essentiellement aux efforts de soutien à la croissance à travers le renforcement des dépenses d'investissement.

Ces évolutions se sont traduites par un déficit budgétaire de 15,9 milliards ou 2,2% du PIB, contre des excédents de 0,4% en 2008 et de 0,1% du PIB en 2007. Toutefois, le processus de réduction du ratio de la dette par rapport au PIB, bien qu'en ralentissement, s'est poursuivi en 2009, ce ratio s'étant établi à 46,9% contre 47,2% en 2008.

Echanges avec l'extérieur

Les répercussions de la crise économique mondiale, qui se sont manifestées à partir du deuxième semestre de l'année 2008, se sont nettement accentuées durant la première moitié de 2009. Les canaux de transmission à l'économie nationale ont concerné les activités exportatrices, le secteur touristique et les transferts des Marocains résidant à l'étranger, ainsi que les flux des investissements. Dans ces conditions, le solde déficitaire des transactions courantes¹ avec l'étranger s'est établi en 2009 à 5% du PIB, après 5,2% l'année précédente et un excédent moyen de près de 2,4% entre 2001 et 2007.

Malgré l'ampleur du déficit du compte courant et compte tenu du solde excédentaire du compte de capital et



d'opérations financières, la baisse des avoirs extérieurs nets s'est établie à 7 milliards de dirhams, contre 11 milliards en 2008. Aussi, les réserves de change ont-elles représenté environ 7,6 mois d'importations de biens et services, au lieu de 7 mois en 2008 et 9,4 mois en moyenne annuelle entre 2001 et 2007.

Les données disponibles au titre de l'année 2008 font apparaître une position financière extérieure nette débitrice de l'ordre de 265 milliards de dirhams, soit 38,5% du PIB, au lieu de 222,5 milliards en 2007, équivalente à 36,1% du PIB. Cette dégradation s'explique par la poursuite de l'augmentation des engagements au titre des investissements directs étrangers et de la dette publique, ainsi que par le recul des réserves de change.

Environnement bancaire et financier

La politique monétaire a été menée, en 2009, dans un contexte caractérisé par une intensification des effets de la crise mondiale sur l'économie nationale, particulièrement au cours du premier semestre. Conjugué à l'atonie de la demande globale, le repli des prix internationaux des matières premières et de l'inflation dans les pays partenaires a eu un impact important sur l'évolution de l'inflation au Maroc. Ainsi, après avoir atteint 3,7% en 2008, l'inflation s'est établie cette année à 1%. Pour sa part, l'inflation sous-jacente est revenue de 4,5% en 2008 à 0,7%, son niveau le plus bas depuis vingt ans.

Liquidités du marché

En 2009, le besoin de financement de l'économie nationale s'est établi à près de 37 milliards de dirhams reflétant tant le déficit de l'administration publique que l'écart entre les dépenses d'investissement du secteur privé et son épargne. Les flux des investissements et de prêts en provenance de l'étranger n'ayant pas permis de couvrir intégralement ce besoin, les avoirs extérieurs nets ont marqué une baisse pour la deuxième année consécutive.

Masse monétaire

Le net reflux ainsi observé de l'inflation et la modération des risques inflationnistes à moyen terme ont constitué les principaux déterminants des décisions de politique

monétaire en 2009. Dans ces conditions, le Conseil de la Banque a réduit son taux directeur de 25 points de base, lors de sa réunion du mois de mars, et l'a maintenu inchangé pendant le reste de l'année.

Entamé en décembre 2007, le processus de réduction progressive du ratio de la réserve obligatoire s'est poursuivi cette année.

Sur le plan opérationnel, Bank Al Maghrib a poursuivi sa politique de régulation du marché monétaire, principalement à travers l'injection de liquidités par les avances à 7 jours sur appel d'offres, visant ainsi à maintenir le taux interbancaire à un niveau proche du taux directeur.

Marché boursier

En 2009, l'activité sur les marchés de capitaux a été marquée par le recul, quoiqu'à un rythme inférieur, des indicateurs boursiers ainsi que par la contraction des émissions de titres de créances négociables, principalement celles de certificats de dépôt. Quant au recours aux emprunts obligataires, il est demeuré dynamique tandis que l'actif net géré par les OPCVM a enregistré une augmentation.

La tendance baissière des cours s'est maintenue pour la deuxième année consécutive. En effet, après avoir accusé un repli de plus de 13% en 2008, les indices MASI et MADEX ont subi des baisses respectives de 4,9% et de 6,6% en 2009.

Le secteur agricole

En vue de créer les conditions propices au démarrage de la campagne agricole 2008-2009, les pouvoirs publics ont relevé de 115 à 130 dirhams le quintal la subvention des semences certifiées d'origine locale de blé tendre et porté à 350.000 quintaux le volume de cet intrant bénéficiant de la prime de stockage, en vue d'en assurer un stock de sécurité. En outre, ils ont rétabli à 135% les droits d'importation applicables aux achats de blé tendre, à partir du 1er juin 2009. Par ailleurs, les pouvoirs publics ont consacré, en février 2009, une enveloppe financière de 465 millions de dirhams dans le cadre d'un programme d'atténuation des effets des inondations.

Productions végétales

Les conditions climatiques favorables qui ont marqué la campagne agricole 2008-2009 ont permis l'extension des superficies emblavées et l'amélioration des rendements des céréales. Ainsi, la production des principales céréales d'automne s'est élevée à 102 millions de quintaux, en hausse de 98,3% par rapport à la campagne précédente et de 86,6% au regard de la moyenne des cinq dernières campagnes. Cet essor recouvre une nette progression des récoltes de blé tendre, d'orge et de blé dur respectivement de 71,5%, de 179,8% et de 64%.

En conséquence, le volume des céréales, commercialisées de juin 2008 à juin 2009 a augmenté de 168% par rapport à la même période de la campagne précédente, entraînant une contraction de 11% des importations. A l'inverse, la production de légumineuses s'est inscrite en baisse de 1,4% et de 8,7% par rapport à la campagne précédente et à la moyenne des cinq dernières campagnes agricoles.

S'agissant des autres productions végétales, la récolte de primeurs a marqué une hausse de 12%, attribuable à l'accroissement de celle de tomates. Parallèlement, la production des oléagineux a enregistré une augmentation de 21,3%, recouvrant un accroissement de plus de moitié de la récolte d'arachide et un recul de près d'un quart de celle de tournesol. De même, les productions agrumicole et d'olives ont progressé respectivement de 10% et de 12%. En revanche, la production des cultures sucrières s'est contractée de 8%, du fait de la diminution de celles de betterave à sucre et de canne à sucre, suite aux inondations survenues en février au niveau du Gharb.

Elevage

L'activité de l'élevage s'est inscrite en légère hausse à la faveur de la disponibilité des cultures fourragères et d'aliments de bétail. Selon le recensement effectué en mars et en avril 2009, l'effectif du cheptel, estimé à 25 489 milles têtes, a augmenté de 2%, suite à la progression dans les mêmes proportions du nombre d'ovins et de bovins.

De même, les quantités de viandes rouges et blanches disponibles à la consommation se sont accrues respectivement de 0,5% et de 2% et la production de lait et celle d'oeufs ont augmenté chacune de 5%.

Pêche

La production halieutique a progressé de 14,5% par rapport à l'année précédente, s'établissant à 1,2 million de tonnes, en relation avec la hausse des débarquements des flottes côtière et hauturière.

En effet, la production de la pêche côtière s'est améliorée de 13,1%, s'établissant à plus de 1 million de tonnes, en relation notamment avec l'augmentation de 14% des débarquements de poisson pélagique. Dans ces conditions, le volume de poisson frais livré à la consommation, constituant 34% des captures de la pêche côtière, a progressé de 12% tandis que les quantités traitées par les usines de fabrication de farine et d'huile de poisson se sont accrues de 32%, celles destinées aux unités de conserves de poisson ayant par contre régressé de 11%.

Parallèlement, les captures de la pêche hauturière ont augmenté de 25,8%, à la faveur de la hausse des prises de céphalopodes et de poisson pélagique respectivement de 30,5% et de 23,8%.





LE CAM EN 2009

Faits marquants
Activité générale



LE CAM EN 2009



Faits marquants

Janvier

- Nomination par le Conseil de Surveillance de deux nouveaux membres du Directoire désormais composé de quatre membres
- Lancement du nouveau plan d'entreprise du CAM dénommé « GCAM 2013 »
- Mise en place du nouveau Système Information Engagement & Recouvrement

Février

- Mise en production du Système d'Information des engagements LOANS
- Lancement de l'opération de mise à niveau du réseau

Mars

- Achèvement du processus de dématérialisation des valeurs et intégration au Système Interbancaire Marocain de Télécompensation

Avril

- Participation à la 4ème édition du Salon International de l'Agriculture
- Obtention par Tamwil El Fellah de l'agrément de Bank Al Maghrib.

Mai

- Participation à la 2ème édition du Salon National de l'Economie Sociale et Solidaire à Casablanca
- Opération de renforcement de la sécurité des points de vente suite à la convention signée entre le GPBM et le Ministère de l'Intérieur

Juin

- Lancement de Assalaf Al Akhdar : Société de financement spécialisée dans le crédit à la consommation
- Participation à la 3ème édition de la semaine du Sénégal au Maroc : Présentation de l'expérience du CAM dans le financement de l'agriculture

Juillet

- Lancement du chantier ALM (Assets and Liabilities Management)

- Le Crédit Agricole du Maroc est devenu actionnaire dans le capital du parc HALIOPOLIS d'Agadir
- Poursuite de la mise en place d'un ensemble de directives pour assurer une meilleure sécurité des points de ventes du CAM

Septembre

- Institution du Comité ALM ou Gestion actif passif en phase avec les exigences réglementaires en vigueur

Octobre

- Mise en place du crédit FOPEP suite à la convention signée entre le CAM et la Caisse Centrale de Garantie
- Démarrage du traitement de la paie du personnel sous le système HR ACCESS
- Lancement de la société de gestion d'actifs du CAM dénommée CAM Gestion

Novembre

- Présentation aux collaborateurs du plan GCAM Social 2013

Décembre

- Création des Comités de Risques Opérationnels
- Mise en oeuvre de la solution Gestion des Temps et des Activités pour l'amélioration de la sécurité des personnes, des locaux et des biens du GCAM
- Augmentation du capital du CAM décidée par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 11 décembre 2009



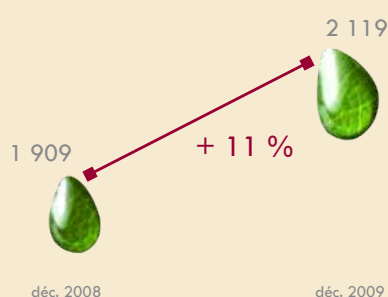
Activité Générale

Les principaux agrégats du compte de résultat

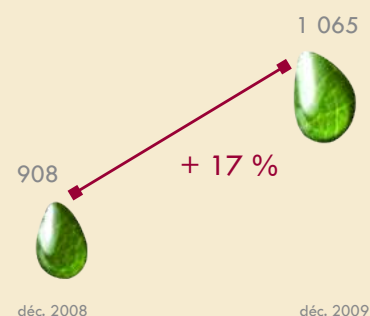
En MDH

Indicateurs	Exercice 2008	Exercice 2009	Var (volume)	Var (%)
Produit Net Bancaire	1 909	2 119	210	11%
Résultat d'Exploitation	908	1 065	156	17%
Résultat Courant	282	404	122	43%
Résultat Net	225	345	120	53%

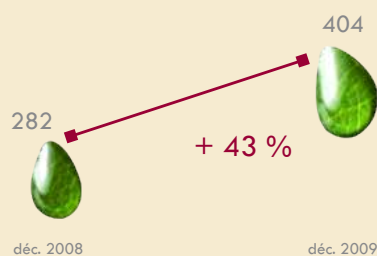
Produit Net Bancaire (en MDH)



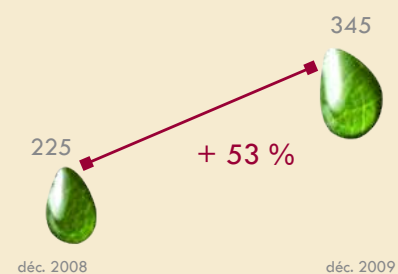
Résultat d'Exploitation (en MDH)



Résultat Courant (en MDH)



Résultat Net (en MDH)

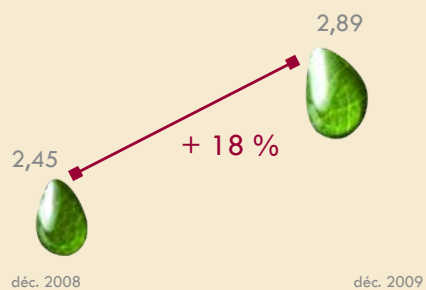


Les principaux agrégats du bilan

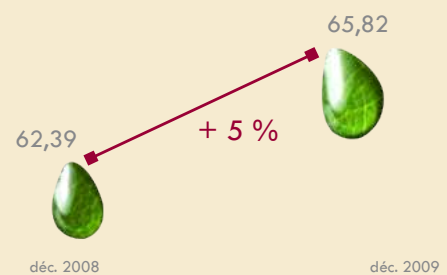
En MDH

Indicateurs	Exercice 2008	Exercice 2009	Var (volume)	Var (%)
Ressources				
Clientèle	43,76	47,26	3,50	8%
Emplois Clientèle	38,51	44,35	5,84	15%
Total Bilan	62,39	65,82	3,43	5%
Fonds Propres	2,45	2,89	0,44	18%

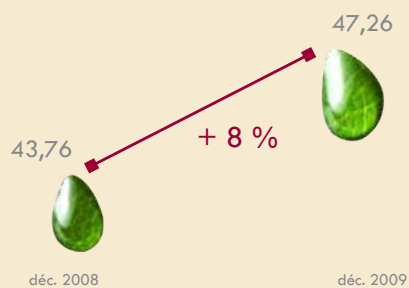
Variation des Fonds Propres



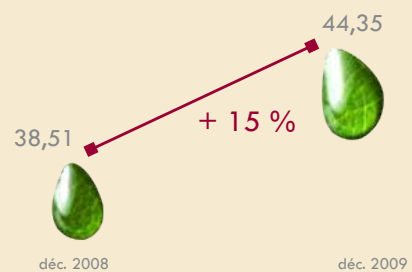
Total Bilan (en Mrds)



Ressources Clientèle (en Mrds)



Emplois Clientèle (en Mrds)



■ — ■ Fonds Propre (en Mrds)

1 - Ressources

Bilan globalement favorable pour le Crédit Agricole du Maroc au terme de l'exercice 2009 ; en effet, les ressources globales de la banque maintiennent leur tendance haussière en affichant une progression chiffrée à 3 444 millions de dirhams passant de 61 719 MDH au 31 décembre 2008 à 65 163 MDH à fin 2009.

Avec une part de 73% des ressources globales, les ressources clientèle s'affichent comme étant le principal moteur de cette croissance. Aussi, cette composante frôle, désormais, les 47,3 MMDH au 31 décembre 2009 contre 43,7 MMDH un an auparavant, soit un bond de 8%.

Une évolution dont le rythme s'avère plus rapide que celui du secteur, en témoigne l'accroissement en termes de part de marché passant à 7.83% à fin 2009 contre 7.68% au 31 décembre 2008.

Pour leur part, les dettes issues des ex-bons CNCA à 1an se sont établies à 1,2 milliards de dirhams au titre de l'exercice 2009, et les dettes subordonnées, en stagnation, à 1 506 millions de dirhams.

L'augmentation du volume des dépôts a été conditionnée par une revue des taux de rémunération. C'est ainsi que le coût des ressources s'est établi à fin 2009 à 1,84% en léger fléchissement de 3 points de base par rapport à l'exercice précédent.

2 - Emplois

Les crédits à la clientèle confirment leur envolée et affichent, à leur tour, un taux de croissance ininterrompu de 12%, passant de 42 370 millions de dirhams en 2008 à 47 488 millions à fin 2009, soit un additionnel de 5 118 MDH.

Les créances saines, qui constituent le principal poste des crédits à la clientèle, engrangent près de 42 312 millions de dirhams, en progression de 16% par rapport au même mois de l'année précédente.

Cette progression a concerné, pour l'essentiel, les crédits immobiliers qui ont enregistré une augmentation de l'ordre de 3 764 MDH pour s'établir à 9 821 MDH contre 6 058 MDH une année auparavant, soit une hausse de 62%.

Au demeurant, au vu du différentiel de croissance affiché entre les ressources et les emplois, le taux



de couverture des créances saines par les ressources clientèle est passé de 120% en 2008 à 112% à fin 2009.

Parallèlement, les créances en souffrance nettes d'agios poursuivent en baisse pour se fixer à 5 176 millions de dirhams contre 6 029 millions en 2008, soit - 14%. Partant, la part des CES dans l'encours total des crédits a régressé en passant de 14% à 11%.

Par ailleurs, les provisions constituées au 31 décembre 2009 pour la couverture des CES nettes d'agios réservés s'élèvent à 3 138 millions de dirhams contre 3 859 MDH en 2008, couvrant ainsi près de 61% des CES contre 64% un an auparavant.

Le rendement moyen des emplois clientèle s'est établi à 6,67%, au 31 décembre 2009, contre 6,59% à fin 2008, en amélioration de 08 points de base.

3 - Réalisations sur le marché des filières alimentaires

Les encours des crédits destinés aux activités des filières agricoles et agro-industrielles s'établissent à 26,4 milliards de dirhams contre 25,7 milliards de dirhams en 2008.

4 - Réalisations sur le marché des particuliers et professionnels

Les actions entreprises en 2009 à travers une approche commerciale plus agressive et un réseau d'agences dédiées aux particuliers, ont permis au crédit Agricole du Maroc de renforcer sa position sur le segment des particuliers et professionnels.

Ainsi, le réseau du Crédit Agricole du Maroc a vu, au cours de l'exercice de 2009, l'ouverture de 157.858 nouveaux comptes répartis comme suit :

- 103 055 comptes chèques,
- 16 669 comptes courants,
- 38 134 comptes sur carnets.

De même, l'année 2009 a connu l'ouverture de 6.118 nouveaux comptes « clientèle MRE » grâce à l'effort commercial engagé à l'égard de cette catégorie de clientèle.

L'année 2009 a également été marquée par la livraison de 44 803 cartes bancaires.

Quant au placement des contrats de bancassurance, il a enregistré une progression de 17% passant ainsi de 15 108 contrats en 2008 à 17 704 contrats à fin 2009. Enfin, la banque a consenti près de 1,4 milliards au titre des crédits aux particuliers (crédits immobiliers et crédits à la consommation).

5. Opérations internationales et activités de marchés

Dans un contexte de crise internationale, le volume global enregistré au 31 décembre 2009 a été porté à 12,3 milliards de dirhams contre 12 milliards de dirhams en 2008. Ainsi, le CAM a réalisé un volume d'opérations de commerce international en progression de près de 2% hors opérations pétrole. Le volume des opérations pétrole a été ramené de 3,4 milliards de dirhams en 2008 à 1,5 milliard de dirhams en 2009.

L'activité de change a permis de dégager, au cours de l'année 2009, un gain de change global de 44,6 millions de dirhams contre 33,2 millions en 2008 soit une hausse de 25,6%.

Aussi, les encours des opérations de changes SPOT et TERME ont atteint un volume de 11,8 milliards de dirhams à l'import et 8 milliards de dirhams à l'export.

Les intérêts et produits des placements interbancaires et autres titres de créances ont atteint 571 millions de dirhams en baisse de 11% par rapport à 2008 suite aux différentes cessions opérées en 2009.

6. Traitements bancaires

L'exercice 2009 a été caractérisé par la dématérialisation des avis de prélèvement considérée comme moyen ultime de paiement encore échangé manuellement et par la fermeture des chambres de compensation des valeurs décidée par Bank Al Maghrib.

A l'instar des autres banques, le CAM a connu l'intégration des avis de prélèvement au Système Interbancaire Marocain de Télécompensation (SIMT). En effet, ce système a permis de parachever une action entamée depuis 2004 et graduellement étendue aux différentes valeurs compensées par les banques de la place.

Ainsi, les traitements des valeurs du CAM ont connu une progression d'environ 3% des volumes des échanges ALLER.

S'agissant des montants de ces valeurs, ils ont connu une baisse de 3,9% passant de 94 385 millions de dirhams en 2008 à 90 716 millions de dirhams en 2009.

Les valeurs RETOUR ont connu la même tendance. C'est ainsi que leur volume a enregistré une augmentation de 26% par rapport à l'exercice 2008, alors que leurs montants ont reculé légèrement de 1% d'un exercice à l'autre.



القرض الفلاحي

CREDIT AGRICOLE





LES CHANTIERS DU CAM EN 2009

1. Plan stratégique GCAM 2013
2. Augmentation du capital social
du Crédit Agricole du Maroc
3. Actions dans le cadre de l'accompagnement
du Plan Maroc Vert 2009-2013



LES CHANTIERS DU CAM EN 2009

L'activité du CAM durant l'exercice 2009 a été essentiellement caractérisée par le lancement du nouveau plan stratégique « GCAM 2013 » en phase avec le démarrage du Plan Maroc Vert et ce, dans un contexte concurrentiel difficile particulièrement en matière de maintien des parts de marché en termes de collecte d'épargne et de placement de crédits.

1 - Plan stratégique GCAM 2013

Le nouveau plan stratégique du Crédit Agricole du Maroc dit GCAM 2013 « Groupe CAM à l'horizon 2013 » est centré autour de la notion de Groupe. Cette nouvelle configuration du CAM, constitue un outil d'intervention clair et approprié pour l'exercice de sa double vocation : la mission de service public et la banque universelle :

- une banque universelle efficace et efficiente permettant de développer son activité dans le respect de la réglementation et en tendant vers les meilleurs standards de la profession
- une mission de service public accomplie en phase avec la stratégie agricole et faisant du CAM un outil entre les mains de l'Etat afin de déployer le Plan Maroc Vert.

Cette double vocation du CAM est désormais matérialisée par son organisation en groupe comprenant la Fondation ARDI pour le micro crédit, la Société de Financement pour le Développement Agricole dénommée Tamwil Al Fellah, la société ASSALAF AL AKHDAR, la banque d'affaire HOLDAGRO, la Société de Gestion d'Actifs « CAM GESTION » et la Banque universelle. Il couvre tous les besoins en financement de l'agriculture et du monde rural.

Le projet de ce plan a fait l'objet d'une présentation détaillée lors de la réunion du Conseil de Surveillance du CAM du 14 janvier 2009. Ainsi, le Groupe CAM s'est fixé comme objectif principal l'accompagnement financier du Plan Maroc Vert renforçant ainsi son positionnement en tant que Banque Citoyenne de développement tout en respectant les règles prudentielles du secteur bancaire.

Par ailleurs et pour accompagner la croissance de l'activité de la Banque dans le cadre du plan GCAM 2013, le CAM a lancé un projet d'entreprise global sur la gouvernance, la mise à niveau du réseau



d'exploitation et du capital humain, le renforcement du dispositif de sécurité, l'amélioration de l'efficacité opérationnelle, ainsi que la mise en place d'un nouvel organigramme pour accompagner la stratégie GCAM 2013 dont le point fort est la création d'une structure de Gestion Globale des Risques, instrument d'une politique générale des risques formalisée.

Parallèlement, le CAM a adopté une démarche commerciale agressive sur les segments « Agriculture » et « Agro-industrie » en se positionnant comme le partenaire incontesté du secteur à travers l'accompagnement du « Plan Maroc Vert ». Il en est de même vis-à-vis du marché des particuliers et des professionnels où les efforts ont été centrés sur le relèvement du niveau de la qualité des services au profit de la clientèle permettant l'amélioration du portefeuille et l'accroissement du taux de distribution des produits et services bancaires.

2 - Augmentation du capital social du Crédit Agricole du Maroc

L'augmentation du capital social du Crédit Agricole du Maroc est devenue une nécessité, d'une part, en raison de l'exigence de respect du ratio de solvabilité fixé par Bank Al-Maghrib et, d'autre part, pour accompagner la croissance des activités de la banque, notamment son engagement dans le Plan Maroc Vert et le développement du marché des Particuliers et Professionnels.

La réalisation de cette opération a été basée sur une valorisation après augmentation du capital de la banque à hauteur de 8.7 milliards de dirhams effectuée par deux cabinets externes, CFG et Atlas Capital Group.

Ainsi, le schéma d'augmentation retenu consiste à une incorporation de l'écart de réévaluation dans le capital d'un montant de 361 millions de dirhams, suivie d'une augmentation de capital à hauteur de 700 millions de dirhams, par la création de 2.784.146 actions nouvelles, au prix unitaire de 251,43 dirhams assorti d'une prime d'émission de 151,43 dirhams.



3 - Actions dans le cadre de l'accompagnement du Plan Maroc Vert 2009-2013

Pour concrétiser son engagement stratégique en matière d'accompagnement du Plan Maroc Vert, le groupe CAM a pris toutes les dispositions nécessaires pour réussir sa mission à travers notamment ses trois principales composantes : la banque classique, la Fondation ARDI et Tamwil Al Fellah.

1 - Banque classique

Dans le cadre du financement bancaire classique, le CAM s'est engagé à mobiliser 14 milliards de dirhams pour la période 2009-2013. Pour atteindre cet objectif, le CAM a mis en oeuvre, durant cette période de démarrage, une stratégie axée sur la démarche filière considérée comme un outil de développement lui permettant d'intervenir à tous les stades de la chaîne de production et de commercialisation. A cet effet, et pour réadapter son organisation structurelle, le CAM a mis en place un Pôle Agriculture et Agro-industrie chargé d'assurer l'accompagnement des filières suivantes :

- Fruits et légumes ;
- Céréales et légumineuses ;
- Lait, viande rouge et aviculture ;
- Sucre et corps gras ;
- Immobilier, tourisme rural et activités économiques en milieu rural.

Pour toutes ces filières des plans d'actions ont été élaborés et des objectifs annuels ont été arrêtés. Ces plans se basent essentiellement sur le développement des relations commerciales actuelles, l'animation, la prospection et l'innovation propre à chaque filière. Ils tiennent compte également des accords internationaux, des lois et règlements en vigueur ainsi que de l'évolution technologique dans chaque secteur.

A fin 2009, les encours des crédits accordés aux activités liées aux filières agricoles et agroalimentaires se sont établies à 26,4 Milliards de dirhams, soit 57% des crédits accordés à la clientèle.

2 - Fonds de Développement Agricole

Au titre de l'exercice 2009, l'Etat a alloué au programme du Fonds de Développement Agricole en matière de subventions et de primes aux investissements agricoles, une enveloppe budgétaire de 1 957 millions de dirhams contre 1 672 millions de dirhams en 2008, soit un taux d'accroissement de 17% par rapport à 2008.

Ce programme financier est réparti comme suit :

- Subventions aux investissements : 1 722 millions de dirhams ;
- Primes à l'investissement : 235 millions de dirhams.

Au 31 décembre 2009, les réalisations de ce programme financier se sont élevées à 1 694 millions de dirhams, soient 1 575 millions de dirhams au titre des subventions aux investissements et 119 millions de dirhams au titre des primes à l'investissement. Ainsi, le taux de réalisation global a atteint 87%.

Pour mieux servir les agriculteurs, le CAM avait mis en place, à la fin de l'exercice précédent, une nouvelle procédure de gestion des aides financières de l'Etat dont les décisions d'octroi émanent des services extérieurs du Ministère de l'Agriculture et de la Pêche Maritime et leur traitement automatisé est assuré par les Caisses Régionales du Crédit Agricole.



LES PRODUITS ET MÉTIERS

DU CRÉDIT AGRICOLE DU MAROC

1. Gamme de Produits et de Services
2. Développement et mise à niveau du Réseau
3. Développement et process de gestion
4. Système d'information
5. Ressources Humaines
6. Gestion Globale des Risques
7. Holdagro : La banque d'Affaires du CAM
8. CAM Gestion
9. Assalaf Al Akhdar



LES PRODUITS ET MÉTIERS DU CRÉDIT AGRICOLE DU MAROC



1 - Gamme de Produits et de Services

Le CAM ne cesse de renouveler son offre de produits et services pour satisfaire les besoins de sa clientèle de plus en plus diversifiée et exigeante et améliorer sa part de marché par rapport aux autres banques de la place. En effet, sa gamme de produits a été réadaptée et enrichie particulièrement par les offres suivantes :

- Crédit DAWAJINE qui accompagne le développement de l'aviculture nationale notamment par la mise à niveau des unités d'élevage existantes ainsi que l'installation de nouveaux projets avicoles ;
- Crédit IBHAR qui est destiné à la mise à niveau des flottes de pêche côtière à travers trois packs de crédits :
 - Pack « TAJHIZ » : Amélioration de la rentabilité des navires, par des aménagements et acquisitions d'équipements complémentaires ;
 - Pack « AL BAHARA » : Amélioration des conditions de vie et de travail des marins pêcheurs à bord ;
 - Pack « AL ANBAR » : Amélioration de la qualité des captures.
- Crédit « MOUNASSABAT » est un crédit multi-usages pour le financement de besoins personnels événementiels (mariage, naissance, maladies, ...etc) ;
- Crédit FOPEP (Fonds de Promotion de l'Enseignement Privé) est un financement conjoint des programmes de création ou d'extension des établissements de l'enseignement et de la formation privés en partenariat avec la Caisse Centrale de Garantie ;
- Crédit Automobile qui est destiné au financement de l'acquisition d'un véhicule neuf à usage touristique.
- Crédit à la consommation : Voulant profiter de l'expertise de WAFASALAF en matière de traitement des crédits à la consommation et surtout de son système de « scoring », la banque a scellé un partenariat avec ce leader national en vue de lui confier la gestion des crédits à la consommation.

- Crédit Bureau : Il s'agit d'un projet de portée nationale, mis en place sous la houlette de Bank Al Maghrib et dont la finalité est de centraliser les différents engagements des clients permettant à toutes les institutions financières de la place (banques et sociétés de crédits) de pouvoir s'enquérir des engagements d'un demandeur de crédits avant de prendre toute décision, limitant ainsi les risques d'insolvabilité potentielle.

- SFDA Tamwil El Fellah : Il s'agit d'un système cousu sur mesure, mis en place par les équipes CAM en vue de gérer l'activité métier de cette filiale couvrant les aspects ci-après :
 - fiche signalétique client,
 - déblocages de crédits,
 - Appels d'échéances
 - Impayés
 - etc ...)

Parallèlement, le CAM a opté pour l'industrialisation de l'activité « crédits à la consommation » en mettant à la disposition des points de vente un système d'instruction spécifique à cette catégorie de crédits et en sous traitant leur gestion par l'intermédiaire d'un organisme spécialisé.

2 - Développement et mise à niveau du Réseau

Le CAM a lancé une mise à niveau de son réseau pour accompagner les nouvelles orientations du plan GCAM 2013. Cette action exprime la volonté du CAM de rehausser le niveau du réseau commercial afin de le mettre au diapason des standards de la place, notamment par le recentrage de la politique commerciale sur le client en vue d'accroître l'autonomie commerciale de la force de vente et d'améliorer la qualité de service.

Pour atteindre cet objectif, le CAM a d'abord procédé à l'amélioration des moyens en standardisant les structures d'accueil puis à l'optimisation des processus afin de normaliser l'organisation des activités.

Parallèlement, des tournées régionales ont été effectuées par des équipes pluridisciplinaires réalisant un diagnostic détaillé de tous les points de vente de la banque (locaux, équipements, ressources humaines,...).

Cette mise à niveau du réseau a touché 326 points de vente et a été axée sur 3 principaux volets :

- Infrastructure et logistique d'exploitation
- Informatique
- Capital Humain

Parallèlement, des structures garantissant une organisation fluide au service du client ont été mises en place. Il s'agit de la création d'une Direction des Entreprises en charge du pilotage du réseau dédiée à l'entreprise et de trois Directions Réseau qui supervisent 3 zones géographiques que sont le Nord, le Centre et le Sud. Ces trois directions sont réparties en 12 Directions Régionales.

De même, les points de ventes (CR, AB, CL) ont été répartis en groupes d'agences dont l'animation et le suivi ont été confiés aux 36 chefs de groupe nouvellement nommés et ce, suite à l'opération de détection de potentiel menée auprès des collaborateurs pour la constitution d'une pépinière de chefs de groupe et de managers de point de vente.

Les structures du siège concernées ont été exhortées de mettre tous les moyens requis à la disposition des unités du Réseau afin de leur permettre de réaliser les objectifs qui leur sont assignés dans les meilleures conditions.

Aussi, et conformément aux exigences réglementaires de la profession en matière de sécurité, l'ensemble du réseau d'agences du CAM a été doté des installations nécessaires pour assurer la sécurité et l'intégrité de ses locaux et de son personnel.

Par ailleurs, afin de mobiliser et motiver les différents points de vente et directions régionales, le CAM a lancé, au cours de cet exercice et pour la première fois dans l'histoire de l'institution une opération intitulée « Challenge CAM, Banque Particuliers », ouverte à tous les collaborateurs qui ont réalisé les meilleurs résultats.

A la fin de l'exercice 2009, le Crédit Agricole du Maroc compte 346 points de vente répartis comme suit :

- 102 caisses locales ;
- 15 agences entreprises ;
- 51 caisses régionales ;
- 178 agences bancaires.

3 - Développement et process de gestion

L'organigramme du CAM a été réadapté durant l'exercice 2009 en tenant compte de la confirmation de la notion de « Groupe Crédit Agricole du Maroc » dans la nouvelle stratégie « GCAM 2013 ». Cette réorganisation a pour objectif le renforcement de la position du réseau commercial au service de la Banque, l'amélioration de l'efficacité des structures commerciales afin de mieux servir tous les points de vente ainsi que la tendance vers une plus forte industrialisation des processus de traitement et une meilleure gestion des risques auxquels la Banque est exposée. Ainsi, quatre groupes d'activités homogènes ont été institués pour exploiter les synergies existantes et garantir une coordination plus adaptée entre les différentes structures du CAM. Il s'agit de :

1. La Banque Commerciale et de Financement ;
2. La Gestion Globale des Risques ;
3. Le Secrétariat Général du Groupe CAM ;
4. Le CAM Services.

Le renforcement du dispositif organisationnel de gestion des risques de la Banque s'est concrétisé également par la création du Comité ALM et des Comités des Risques Opérationnels ainsi que par la mise en place de la fonction « Correspondant des Risques Opérationnels » au niveau du Réseau (les Chefs de Groupe), au niveau de chaque Direction et chaque filiale du Groupe CAM.

4 - Système d'information

Le CAM a poursuivi ses efforts en matière de consolidation et de stabilisation du système d'information notamment des logiciels mis en production dans le cadre du programme PHOENIX tout en développant d'autres chantiers couvrant principalement les domaines suivants :

- Les engagements ;
- Les opérations bancaires ;
- Le support : gestion des ressources humaines, achats et approvisionnement ;
- Autres : banque en ligne, activités de marché, applicatifs pour la filiale SFDA dénommée Tamwil El Fellah.

La mise en place du nouveau système d'information s'est poursuivie durant l'année 2009 avec le déploiement de nouvelles solutions qui ont couvert les domaines suivants :

Evolan Loans :

Il s'agit d'un module qui permet de gérer aussi bien les crédits amortissables que les crédits par signature. Sa mise en production qui date du 12 janvier 2009 a permis à la banque d'assurer un meilleur traitement des opérations de crédits, offrant ainsi aux utilisateurs la possibilité de savoir instantanément la situation de n'importe quel crédit.

Evolan P@tric :

Ce module qui a été mis en exploitation le 23 décembre 2009, permet de gérer les créances litigieuses. Aussi, en s'interfaçant avec le premier module « Loans », il effectue les opérations de déclasserement des créances d'une manière automatique ou manuelle, tout en permettant d'industrialiser les procédures et les traitements nécessaires pour le recouvrement.

Evolan Financial Commitment Base (EFCB) :

La mise en production de ce module, qui regroupe les engagements et les lignes accordées par client, permet un meilleur suivi des dépassements opérés, ainsi que les renouvellements des lignes à planifier.

Evolan Guarantees :

En vue d'assurer un meilleur suivi des garanties, la banque s'est dotée de ce produit qui a permis de codifier et de saisir les différentes sûretés au sein d'une même base, ce qui va permettre de mieux gérer les opérations de renouvellements et leurs réévaluations nécessaires.

HR-ACCES Gestion des Ressources Humaines :

Consciente de l'importance de la gestion des ressources humaines dans le management moderne, la banque s'est dotée du produit « HR-ACCES » qui, en plus de permettre de gérer d'une manière simple et fluide les aspects classiques de la gestion du personnel à savoir : la paie, la production des documents administratifs, les affaires sociales, les affectations., permettra une meilleure évaluation et évolution des compétences et une meilleure gestion des carrières.

SI2A Gestion des achats et des approvisionnements :

Avec la mise en place de ce progiciel depuis Mars 2010, la banque va pouvoir assurer :

- Une célérité dans le traitement des achats
- Un meilleur suivi des factures et des règlements
- Un approvisionnement optimisé des magasins, dans la mesure où le système permet de gérer le stock des fournitures
- Un suivi rigoureux des budgets

- Une tenue de la comptabilité Fournisseurs
- Un tel système apporte une transparence en matière d'attribution des marchés et garantit une traçabilité du processus d'achat depuis l'expression des besoins jusqu'à la livraison finale.

L'exercice 2009 a connu la mise en place de 3 manuels se rapportant à l'activité bancaire, lesquels ont été élaborés selon un système de modélisation permettant d'avoir un document facile à exploiter, précisant les règles de gestion et points de contrôle et décrivant dans un logigramme la séquence détaillée des opérations réalisées ainsi que les acteurs intervenant dans le processus.

Les manuels ci-après, constituent un outil de travail simple, cohérent, fiable et évolutif.

Manuel des procédures des engagements

Ce manuel est constitué de 14 procédures relatives à la gestion des crédits amortissables et des engagements par signature, il a pour objet de :

- Harmoniser le processus de mise en place des crédits.
- Uniformiser les canevas de crédit par type d'engagement.
- Assurer un meilleur suivi aux remboursements des crédits.

Manuel des Garanties, mainlevées et adhésions

Ce document qui est constitué de 25 procédures, recense l'ensemble des garanties pouvant être affectées en faveur du CAM en couverture de crédits et décrit également le processus de délivrance des mainlevées et actes d'adhésion.

La mise en place de ce manuel permet de:

- Fluidifier le processus de prise des garanties.
- Maîtriser l'aspect risque inhérent à la constitution et au suivi des garanties.
- Sécuriser le circuit de délivrance des mainlevées et actes d'adhésion.

Manuel des procédures des activités de marché.

Les principales opérations de trésorerie de la salle des marchés sont décrites dans ce manuel constitué de 18 procédures et dont la finalité est de:

- Fluidifier le processus de traitement des opérations de trésorerie.
- Maîtriser les opérations à risque
- Avoir une vision globale et à jour sur la trésorerie de la banque.

Recueil de signatures du Réseau

A l'instar de la pratique bancaire, et aux fins d'une responsabilisation des personnes accréditées au niveau du Réseau, la Direction de l'Organisation a mis en place la 1ère édition du recueil des signatures des personnes autorisées à engager notre banque vis-à-vis des tiers. Ce recueil se base sur le principe de la double signature, sur chaque document, dont obligatoirement une signature de 1er rang. Il permet d'identifier clairement les signataires des documents et par conséquent d'éviter à la banque des pertes dues à la survenance de risques opérationnels liés au non respect de cette règle.

5 - Ressources Humaines

Au niveau du capital humain qui occupe une place importante dans la nouvelle stratégie du CAM, un chantier **GCAM Social 2013** a été lancé au cours de l'année 2009. Il définit les axes prioritaires d'intervention pour le développement et l'amélioration des activités et prestations sociales au profit de l'ensemble des collaborateurs du Groupe CAM.

Parallèlement, des **actions de formation** ont été réalisées et ont été principalement axées sur les projets entrepris par le CAM et les opérations bancaires et commerciales.

Sur le plan externe, la formation comprend des séminaires et une formation diplômante (brevet bancaire et ITB).

Des sessions de formation pour la promotion des produits de la banque « **Projet Packs** », ont été animées par les lignes métiers concernées (Filières - Particuliers et Professionnels - Entreprises et International », et ce au profit de 57 participants composés de Chefs de groupes et Directeurs des agences entreprises. Ceux-ci se sont chargés de démultiplier cette même formation au profit de l'ensemble des chargés de clientèle du réseau.

Aussi, le CAM a renforcé son dispositif de formation par la création de sa propre « **Académie** » dont les premières actions ont eu lieu au mois de juin 2009. En effet, 143 collaborateurs répartis en deux promotions « Attawassoul » constituées de 79 collaborateurs et « Ajyal » de 64 collaborateurs, ont bénéficié de journées d'intégration leur permettant une meilleure insertion au sein du GCAM. La mise en place d'une école de directeurs d'agence a permis de former une première promotion de 31 futurs directeurs «d'agence Particuliers

et Professionnels»).

S'agissant des formations sur le nouveau **système d'appréciation du personnel (SAP)**, elles ont concerné dans un premier temps les principaux responsables de la banque dont une équipe de onze formateurs internes. Dans un second temps, la formation a concerné des managers de proximité qui ont été chargés de sensibiliser leurs équipes, soit 32 groupes composés de collaborateurs appartenant au management de proximité du siège et du réseau.

Quant à l'action de redéploiement des points de vente en matière de développement des ressources humaines, elle a permis l'élaboration d'un diagnostic global des besoins de mise à niveau RH et la mise en place d'un suivi permanent de l'opération pour remédier aux dysfonctionnements relevés, satisfaire les besoins identifiés et répondre aux attentes exprimées par les collaborateurs.

Enfin, et compte tenu de 89 départs (55 personnes parties à la retraite) et du recrutement de 109 nouvelles recrues, **l'effectif global** du CAM compte 3.229 collaborateurs dont 1.034 collaborateurs affectés au Siège et 2.195 au Réseau, soit respectivement 32% et 68%.

6 - Gestion Globale des Risques

La création d'une nouvelle structure « **Gestion Globale des Risques** » (**GGR**) s'inscrit dans le cadre de la volonté du CAM de renforcer son dispositif de suivi et de maîtrise des risques et de se conformer aux dispositions réglementaires en matière de gestion des risques et aux **directives de Bâle II**. La déclinaison de l'organisation de la Gestion Globale des Risques chargée de la maîtrise et du suivi des risques s'est faite de manière globale pour assurer la cohérence de l'ensemble de ses structures. Elle se compose de 2 Pôles et d'une Direction :

- Le Pôle « Risque de Crédit » en charge de la gestion des engagements, du contentieux et du recouvrement ;
- Le Pôle « Management du Risque » en charge de la surveillance, de l'évaluation et du suivi des familles de risques autres que le risque de crédit ;
- Une Direction chargée de la coordination entre les différentes structures de la Gestion Globale des Risques.

Son lancement, durant l'exercice 2009, s'est

accompagné par des adaptations organisationnelles ainsi que par la définition de politiques des risques et la formation des effectifs dédiés aux structures risques. D'autres éléments relatifs à la gestion des risques ont été mis en œuvre, il s'agit notamment du recensement des incidents et risques encourus ainsi que des actions de régularisation.

Parallèlement, le CAM a mis en place un ensemble de dispositifs organisationnels qui s'inscrivent en adéquation avec les recommandations émises par Bank Al Maghrib et son engagement en faveur d'une meilleure maîtrise des différents risques inhérents à son activité, de façon soit « transverse » (comités), soit sous forme de relais locaux (correspondants) pour une évaluation et une maîtrise plus rapprochée.

Ils comprennent ainsi :

- Le Comité ALM qui a le pouvoir de statuer sur les questions relatives aux équilibres financiers de la Banque et ce, en conformité avec la réglementation en vigueur ;

- Les Comités des risques opérationnels qui se composent :

- Du **Comité des Risques Opérationnels Groupe** : ce comité est l'organe spécialisé de la Banque qui veille à la mise en place de la politique des risques opérationnels et qui vérifie sa bonne application. Il est chargé, notamment, de valider les évolutions des cartographies des risques opérationnels, de s'assurer du déploiement et de l'efficacité du dispositif de gestion de ces risques dans les différentes entités de la Banque, d'examiner la survenue de nouveaux risques opérationnels et risques majeurs, d'examiner l'état d'avancement du Plan de Continuité d'Activité (PCA) à mettre en place et de décider de l'allocation des fonds propres au titre des risques opérationnels.

- Du **Comité Interne des Risques Opérationnels** institué au sein de chaque métier et filiale : il a pour objectif de s'assurer de la bonne maîtrise et du suivi de l'exposition du Métier et de la Filiale aux risques opérationnels et de renforcer la culture de contrôle interne. Ce comité est, notamment, chargé d'examiner les rapports sur les risques opérationnels et les résultats des reportings émanant des Correspondants des Risques Opérationnels désignés et au niveau de chaque entité et filiale, analyser les indicateurs de risques opérationnels et la source des incidents recensés, suivre l'état d'avancement de réalisation des plans d'action, valider les mises à jour de la cartographie de risques.

- La fonction « **Correspondant des Risques**

Opérationnels ».

Ce correspondant est chargé de la mise en place et du suivi du dispositif de gestion des risques opérationnels au sein de l'entité dont il relève ainsi que de la remontée des incidents et des pertes opérationnels.

La fonction « conformité et déontologie » est confiée à une Direction rattachée directement au Directoire. Parmi les actions entreprises en 2009 par cette direction, on peut citer la finalisation du **code déontologique du CAM** et son accompagnement par des actions de formation destinées à l'ensemble des collaborateurs pour les informer et les sensibiliser sur son contenu et assurer ainsi leur totale adhésion. Ainsi, en 2009, près de 1800 collaborateurs ont bénéficié de cette formation.

Le Code comporte un référentiel qui reflète la culture d'entreprise, les bonnes pratiques, l'engagement du personnel dans l'objectif de mener à bien les orientations stratégiques de la Banque.

Ce code prône les valeurs suivantes :

- La mission de service public du CAM en tant que banque de proximité, citoyenne et socialement responsable ;

- L'organisation autour d'activités diversifiées, structurées par métier et par famille de risques ;

- Une culture interne qui rappelle son historique et les liens entretenus avec une clientèle spécifique.

Par ailleurs, un projet de « **Charte de l'obligation de vigilance** » a été élaboré et concerne particulièrement les engagements du CAM et de ses collaborateurs en matière de respect des dispositions légales et réglementaires dans le cadre de la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Ce projet intègre l'ensemble des processus d'entretien et de mise à jour du dispositif de vigilance du CAM qui inclut les étapes, les intervenants ainsi que les niveaux de responsabilités.

7 - Holdagro : La Banque d'Affaires du CAM

Première Banque d'Affaires marocaine dédiée à l'agriculture et à l'agro-industrie, HOLDAGRO propose à ses clients l'ensemble des conseils et produits de "corporate finance". Elle offre ainsi aux investisseurs institutionnels, aux entreprises, aux patrimoniaux et

aux particuliers, une gamme complète de solutions performantes dans toutes les activités de la Banque d'Affaires

Analyse de l'activité de l'exercice 2009

L'activité de la société, au cours de l'exercice 2009, s'est caractérisée par les faits marquants suivants :

Activité « Participations et gestion des participations » :

- Portefeuille de participations pour compte propre :

- Maintien de la participation de HOLDAGRO.SA dans le capital de « OLEA CAPITAL FUND » à 100 millions DIRHAMS.

- Les montants libérés au 31/12/2009, se présentent comme suit :

2008	2009
4 millions de dirhams	6.5 millions de dirhams

- Gestion des prises de participations :

- Participation active aux organes sociaux des fonds d'investissements non gérés (AGRAM INVEST, IGRANE, FIRO, DAR-DAMANE) : plusieurs projets ont été examinés par les comités d'investissements de ces fonds.

- Une seule opération de prise de participation a été concrétisée, celle du Fonds de l'Orientale dans le projet Mont Lait (participation du fonds FIRO à hauteur de 28.30% dans le capital de la société Mont Lait pour une valeur à 15 MDH).

- Participation aux comités de pilotage du HUB d'Agadir « Parc Halieutique- HALIOPOLIS : transformation et valorisation des produits de la mer ».

- Opérations de titres :

- Deux opérations de titres ont été réalisées au cours de l'exercice 2009 portant sur des titres d'une valeur globale de 239 millions de dirhams (106 millions de dirhams en juillet 2009 et 133 millions de dirhams en décembre 2009) ;

Activité Conseil et Ingénierie :

- OLEA CAPITAL :

Au titre de l'année 2009, la Banque d'affaires a accompagné le management d'OLEA CAPITAL dans

les missions suivantes :

- Gestion et suivi de la mission confiée au cabinet externe « Saaidi Hdid Consultants » pour l'étude concernant la mise en place de la nouvelle organisation relative au mode de gouvernance d'OLEA CAPITAL;
- Redimensionnement du projet, sur la base des nouvelles hypothèses d'exploitations, des superficies agricoles identifiées, de nouveaux critères techniques et paramètres d'exploitation.
- Elaboration d'un nouveau business plan et montages financiers;
- Gestion et suivi de la trésorerie de la SCE et des filiales relative à l'exercice 2009.

Activité Capital Investissement :

Plusieurs missions de prospection ont été réalisées dans la Région du SOUSS MASSA DRÂA avec la collaboration concertée et appuyée du réseau commerciale CAM.

Ces missions ont permis :

1. L'approfondissement des projets d'investissement en cours de gestation ou en phase de finalisation;
2. La prospection de nouveaux projets à l'étude;
3. Une meilleure connaissance de l'environnement régional et une vulgarisation de ce moyen de financement auprès des promoteurs.

Le Crédit Agricole du Maroc s'est engagé à contribuer au financement des projets du Plan Maroc Vert à hauteur de 20 milliards DHS.

Cette contribution ne se présente pas juste sous forme d'un financement classique. Car à travers sa Banque d'Affaires qui grâce à ses compétences multiples, le groupe CAM s'implique également comme partenaire dans des projets reconnus dans le plan Maroc Vert

HOLDAGRO soutient donc le Plan Maroc Vert via ses trois métiers :

- Capital Investissement :

- Compléter l'offre CAM en matière de financement : levée de fonds significatifs via la constitution de tours de table auprès d'investisseurs privés ou publics.
- Accompagner les grands projets structurants intégrés à haute valeur ajoutée dans les filières stratégiques (oléicole, viande rouge, céréales etc....) à travers des fonds d'investissement sectoriels.
- Contribuer au développement de l'économie locale en soutenant les petites et moyennes entreprises (produits du terroir) via des fonds d'investissements

régionaux.

- Conseil et Ingénierie Financière :
 - Accompagner et conseiller nos clients dans le cadre de leur projets en création ou en développement (montage de dossiers d'investissements, optimisation de ressources financières, opération de restructuration, opération de fusion etc...), grâce à notre expertise et à une bonne connaissance des spécificités du secteur agricole et agro-industriel.
- Prise de Participations
- S'associer directement à des entreprises à fort potentiel, nécessitant la mobilisation de ressources financières au niveau du capital et contribuer à leur développement.
- Participer aux opérations majeures du secteur en association avec d'autres partenaires financiers.

Présentation des comptes annuels au 31 décembre 2009

A - Bilan

Le total net du bilan au 31/12/2009 de la société s'élève 94.836.684,18 à dirhams contre 13.911.600,47 dirhams au titre de l'exercice précédent.

1 - Actif

Les valeurs nettes immobilisées s'élèvent au 31-12-2009 à 10.591.633,54 dirhams contre 4.075.659,51 dirhams à fin 2008, soit une augmentation de 6.514.974,03 dirhams (Participation OLEA).

Les autres actifs circulants (Hors-Trésorerie) sont constitués par les comptes « Fournisseurs, avance et acompte clients et comptes rattaché », le compte « Etat » et les « Titres et valeurs de placements », qui ont atteint respectivement les sommes de 7.200.000 (Facture Oléa), 36.469,31 (Impôts) et 77.006.590 dirhams (dont 76.356.590 dirhams correspondant

à la première partie de l'opération de portage de décembre 2009 et 650.000 dirhams placé en DAT).

La trésorerie passif est de l'ordre de 75.079.985 de dirhams équivalente au découvert pour l'achat de titres (75.079.985 DH = 77.006.590,31-1926605,31 « Trésorerie actif avant opération de décembre »).

2 - Passif

Les capitaux propres s'élèvent au 31-12-2009 à 17.228.867,09 dirhams contre 11.622.297,91 dirhams au 31-12-2008, soit une augmentation de 5.606.569,17 dirhams.

Le résultat net participe à ces capitaux propres pour 5.606.569,17 dirhams en 2009.

Le capital social, d'un montant de 10.000.000 dirhams, dont 6.937.500 dirhams non appelés, il est réparti comme suit :

B - Comptes de produits et de charges

Les produits d'exploitation résultent des commissions facturées par la Banque d'Affaires aux fonds d'investissement en contrepartie des prestations fournies (mandat de gestion, conseil et ingénierie...). Pour 2009, deux commissions ont été facturées : une commission de gestion de 540.000 dirhams (TTC) a été facturée au fonds TARGA et une commission de conseil de 7.200.000 dirhams (TTC) à été facturée au fonds Oléa Capital.

Quant aux charges d'exploitation de l'exercice, elles se chiffrent à 297.036.83 dirhams composés essentiellement (d'honoraires de la Fiduciaire, d'honoraires du Commissaire aux comptes, charges de location de voiture et de la cotisation de l'AMIC) contre 292.973,42 dirhams en 2008, soit une augmentation de 4.063,41 dirhams.

8 - CAM Gestion

Actionnaire	Montant (DH)	%
Crédit Agricole du Maroc (CAM)	9 996 000,00	99,96 %
Autres (membres Conseil d'Administration)	4 000,00	0,04 %
Total	10 000 000,00	100 %

Le Groupe Crédit Agricole du Maroc, à travers son programme de développement des activités financières, vient d'étoffer sa gamme de produits financiers à travers la création de sa filiale CAM Gestion, qui est une institution chargée d'assurer la gestion financière, administrative et comptable des produits gérés pour compte de tiers, en l'occurrence les Organismes de placement Collectif en Valeurs Mobilières (OPCVM) et la gestion sous mandat.

8.1 - Création

La création de la filiale s'inscrit dans le cadre du plan stratégique du CAM, et permet ainsi de contribuer à la mobilisation de l'épargne et constitue un moyen pour la clientèle de la banque d'accéder à la gestion collective.

La naissance de CAM Gestion n'a été possible qu'après achèvement des études préalables et des formalités réglementaires, légales et juridiques, notamment :

- La promulgation, sur proposition du Premier Ministre, du décret n°2.07.095 du 05 février 2007, autorisant le CAM à créer une Société de gestion d'actifs nommée CAM Gestion.
- La signature des statuts de CAM Gestion par le Conseil d'administration, présidé par M. Tariq Sijilmassi et leur publication au bulletin officiel en date du 21 octobre 2009.

8.2 - Missions

La Société de gestion a pour principales missions de :

- Gérer, les Organismes de Placement Collectif en Valeurs Mobilières
- Gérer les portefeuilles pour comptes de tiers (gestion d'OPCVM et sous mandat)
- Promouvoir et élargir l'offre de produits de placement Collectif en Valeurs Mobilières
- Développer et assurer la collecte de l'épargne par le biais des OPCVM

8.3 - Organisation

L'Organisation de CAM Gestion se présente comme suit :

- Une Présidence du Conseil d'Administration ;
- Une Direction Générale ;
- Un Comité d'Audit ;
- Un Comité de Risque ;
- Un Comité de Gestion ;
- Une Direction des Investissements ;
- Une Direction de Contrôle Interne ;
- Un département de Gestion ;

- Un département Middle Office ;
- Un département Back Office ;
- Un département Administratif et Financier ;
- Un département d'Analyse et Recherche ;
- Un département Commercial

9 - Assalaf Al Akhdar

L'année 2009 a été caractérisée par une augmentation de l'encours sain et de la production de ASSALAF AL AKHDAR .

ASSALAF AL AKHDAR a vu augmenter ses dossiers à prélèvement à la source, principalement ceux qui sont sous le régime des conventions avec la Paierie Principale du Royaume (P.P.R.) et la Caisse Marocaine des Retraites (C.M.R.). Ces dossiers représentent 24% en 2009 contre 21% en 2008.



Dans un environnement délicat, ASSALAF AL AKHDAR a pu apporter ses concours au cours de 2009 à 328 dossiers pour un montant débloqué de 15.758.000 dhs contre 14.777.000 dhs en 2008 avec 337 dossiers.

Le prêt personnel a enregistré une hausse de 7 % en 2009 et reste dominant, à l'instar du secteur, vu sa commodité. Il représente 98% des déblocages de 2009 contre 97% des déblocages en 2007 et 2008.

Le prêt «véhicule» s'élève quand à lui 80 KDH.

BILAN

A fin décembre 2009 le total bilan est de 45 394 963,04 Dhs contre 42 595 760,57 Dhs au 31/12/2008 soit une hausse de 6,57%.

Actif

- L'actif du bilan de ASSALAF AL AKHDAR est essentiellement constitué des encours de crédits accordés à sa clientèle. Leur montant s'élève de 23.018.416,90 dhs contre 19.675.397,57 dhs à fin 2008, soit une nette progression de plus de 17%.
- Les immobilisations incorporelles nettes ne sont plus que de 135.973,62 dhs.
- Les immobilisations corporelles nettes sont passées de 31.310,44 dhs en Décembre 2008 à 171.508,36 dhs en Décembre 2009 dhs.
- La trésorerie- Actif est de 1.034.861,76 Dhs au 31/12/2009, représentant le solde du compte ouvert à la T.G.R. recevant les précomptes effectués par le C.N.T ex P.P.R. au titre des crédits accordés aux fonctionnaires.
- Les créances sur les établissements de crédit ne représentent que 18.995.601,91 dhs au 31/12/2009 contre 20.598.055,57 dhs au 31/12/2008.

Passif

- Le niveau des capitaux propres est de 30.511.218,92 dhs au 31/12/2009.
- Les autres Passifs représentent 14.190.731,26 Dhs au 31/12/2009. Ils comprennent, outre les rubriques classiques telles que TVA et IS, les charges du personnel de ASSALAF AL AKHDAR ainsi que le loyer du local qui abrite ASSALAF AL AKHDAR.

COMPTES DE PRODUITS ET CHARGES

Les produits sur opérations avec la clientèle à fin décembre 2009 sont de 4.613.957,45 dhs contre 3.050.158,66 dhs en 2008 soit une hausse de 52%.

Les autres produits de 52.800 Dhs, proviennent essentiellement des frais de dossiers.

Le PNB est en nette hausse, passant de 4.677.966,39

dhs contre 2.965.947,28 dhs au 31/12/2008 soit une variation de l'ordre de 58%.

Le total des charges générales d'exploitation s'élève au 31/12/2009 à 3.223.202,74 dhs.

Le montant global des provisions pour créances en souffrance atteint 14.154.548,09 Dhs contre 13.357.824,39 Dhs en 2008. Cette augmentation découle du changement de la méthode de déclassement et provisionnement des CES combinant maturité et nombres des échéances impayées.

RESULTAT

Au terme de l'exercice 2009, ASSALAF AL AKHDAR présente un résultat net positif de 500.936,69 DHS.





القروض الفلاحي
CREDIT AGRICOLE



LE RAPPORT FINANCIER

1. Résultats
2. Rapports des commissaires aux comptes
3. Les États de synthèse



LE RAPPORT FINANCIER



1 - Résultats

1 - Produit Net Bancaire

Le Produit Net Bancaire s'est inscrit en nette amélioration de 11% par rapport à l'exercice précédent, s'établissant ainsi à 2 119 millions de dirhams contre 1 909 millions de dirhams en 2008.

2 - Charges générales d'exploitation

Les charges ont connu une légère hausse de 6% par rapport à la fin de l'exercice précédent, soit 63 millions de dirhams compte tenu entre autres de l'engagement des charges destinées à l'opération de mise à niveau du réseau de la Banque et de la hausse des charges de personnel d'un montant de 54 millions de dirhams dont 30 millions de dirhams au titre de l'augmentation générale des salaires intervenue au courant du second semestre 2008 et supportée sur tout l'exercice 2009. Le coefficient d'exploitation passe ainsi de 52% au terme de l'exercice 2008 à 50% à fin 2009.

3 - Excédent Brut d'Exploitation

L'Excédent Brut d'Exploitation a enregistré une croissance de 17% passant ainsi de 909 millions de dirhams à fin décembre 2008 à 1 065 millions de dirhams au 31 décembre 2009.

4 - Dotations aux provisions

Les dotations nettes des reprises des provisions se composent essentiellement :

- Des dotations aux provisions de 722 millions de dirhams dont 284 millions de dirhams pour la décote des garanties réelles (article 22), 107,4 millions de dirhams pour la décote des garanties réelles (article 21) et 327,6 millions de dirhams pour la couverture des déclassements de l'exercice ;

- De la reprise nette de provision sur créances pour environ 100 millions de dirhams suite aux récupérations effectuées durant cet exercice.

5 - Résultat courant

Le résultat courant généré au terme de l'exercice 2009 a atteint 404 millions de dirhams contre 282 millions de dirhams au 31 décembre 2008, soit une hausse de 43%.

6 - Résultat net

L'exercice 2009 a enregistré un résultat net de 345 millions de dirhams contre 225 millions de dirhams une année auparavant, ce qui représente un taux de progression de 53%.

2 - Rapport des commissaires aux comptes

Le CAM a lancé une mise à niveau de son réseau pour accompagner les nouvelles orientations du plan GCAM 2013. Cette action exprime la volonté du CAM de rehausser le niveau du réseau commercial afin de le mettre au diapason des standards de la place, notamment par le recentrage de la politique commerciale sur le client en vue d'accroître l'autonomie commerciale de la force de vente et d'améliorer la qualité de service.

Pour atteindre cet objectif, le CAM a d'abord procédé à l'amélioration des moyens en standardisant les structures d'accueil puis à l'optimisation des processus afin de normaliser l'organisation des activités. Parallèlement, des tournées régionales ont été effectuées par des équipes pluridisciplinaires réalisant un diagnostic détaillé de tous les points de vente de la banque (locaux, équipements, ressources humaines,...).

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Fidaroc
Grant Thornton
47, Rue Allal Ben Abdellah
20 000 Casablanca
Maroc

Coopers & Lybrand
(MAROC) S.A.
83, avenue Hassan II
20 100 Casablanca
Maroc

Aux Actionnaires du
Crédit Agricole du Maroc - Rabat

RAPPORT GÉNÉRAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES EXERCICE DU 1ER JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 2009

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des états de synthèse ci-joints du Grédit Agricole du Maroc comprenant le bilan, le compte de produits et charges, l'état de soldes de gestion, le tableau des flux de trésorerie et l'état des informations complémentaires (ETIC) relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2009. Ces états de synthèse font ressortir un montant de capitaux propres et assimilés de KMADI 1978 183 dont un bénéfice net de KMAD 345 160.

RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION

La direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états de synthèse, conformément au référentiel comptable admis au Maroc. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation des états de synthèse ne comportant pas d'anomalie significative, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

RESPONSABILITÉ DE L'AUDITEUR

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états de synthèse sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique, de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états synthèse ne comportent pas d'anomalie significative. Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états de synthèse. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation du risque que les états de synthèse contiennent des anomalies significatives. En procédant à ces évaluations du risque, l'auditeur prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation des états de synthèse afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états de synthèse. Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

OPINION SUR LES ÉTATS DE SYNTHÈSE

Nous certifions que les états de synthèse cités au premier paragraphe ci-dessus sont réguliers et sincères et donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du Grédit Agricole du Maroc au 31 décembre 2009 conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

VÉRIFICATIONS ET INFORMATIONS SPECIFIQUES

Nous avons procédé également aux vérifications spécifiques prévues par la loi et nous nous sommes assurés notamment de la concordance des informations données dans le rapport de gestion du Directoire destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la Banque.

Le 06 mai 2010

Les Commissaires aux Comptes

Fidaroc Grant Thornton

Coopers & Lybrand (MAROC) S.A



Faïçal MEKOUAR A.
Associé Gérant



Abdelaziz ALMECHATT
Associé

3 - Les Etats de synthèse

ACTIF

ACTIF	en milliers de dhs	
	DÉCEMBRE - 09	DÉCEMBRE - 08
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	4 790 443	5 130 512
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	1 541 465	1 808 388
- A vue	357 663	271 544
- A terme	1 183 802	1 536 844
Créances sur la clientèle	44 349 730	38 510 564
- Crédits de trésorerie et à la consommation	17 084 302	15 753 335
- Crédits à l'équipement	14 814 511	13 992 897
- Crédits immobiliers	9 821 482	6 057 534
- Autres crédits	2 629 435	2 706 799
Créances acquises par affacturage		
Titres de transaction et de placement	4 392 421	6 716 147
- Bons du Trésor et valeurs assimilées	3 611 869	5 364 739
- Autres titres de créance	573 762	674 317
- Titres de propriété	206 789	677 091
Autres actifs	1 852 917	1 429 966
Titres d'investissement	6 761 178	6 817 063
- Bons du Trésor et valeurs assimilées	6 761 178	6 817 063
- Autres titres de créance		
	202 888	93 986
Titres de participation et emplois assimilés		
Créances subordonnées		
Immobilisations données en crédit-bail et en location		
Immobilisations incorporelles	420 360	424 132
Immobilisations corporelles	1 504 155	1 457 323
Total de l'Actif	65 815 557	62 388 082

PASSIF

PASSIF	en milliers de dhs	
	DÉCEMBRE - 09	DÉCEMBRE - 08
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux		
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	13 585 248	14 068 620
- A vue	185 094	269 036
- A terme	13 400 155	13 799 584
Dépôts de la clientèle	47 257 829	43 760 419
- Comptes à vue créditeurs	24 867 510	23 928 914
- Comptes d'épargne	5 521 841	4 864 846
- Dépôts à terme	15 047 510	13 137 742
- Autres comptes créditeurs	1 820 969	1 828 918
Titres de créance émis		
- Titres de créance négociables		
- Emprunts obligataires		
- Autres titres de créance émis		
Autres passifs	1 196 889	1 110 288
Provisions pour risques et charges	291 170	307 250
Provisions réglementées		
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie	10 315	12 572
Dettes subordonnées	1 506 236	1 506 223
Ecart de réévaluation	361 368	361 368
Réserves et primes liées au capital	479 487	479 487
Capital	2 820 513	2 820 513
Actionnaires.Capital non versé (-)		-
Report à nouveau (+/-)	(2 038 660)	(2 264 095)
Résultats nets en instance d'affectation (+/-)		
Résultat net de l'exercice (+/-)	345 160	225 435
Total du Passif	65 815 557	62 388 082

HORS BILAN

HORS BILAN	en milliers de dhs	
	DÉCEMBRE - 09	DÉCEMBRE - 08
Engagements donnés	<u>5 762 361</u>	<u>3 278 624</u>
1. Engagements de financement donnés en faveur d'établissements de crédit et assimilés		
2. Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	1 616 250	670 373
3. Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	400 000	400 000
4. Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	3 746 111	2 208 251
5. Titres achetés à réméré		
6. Autres titres à livrer		
Engagements reçus		
7. Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés		
8. Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés		
9. Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers		
10. Titres vendus à réméré		
11. Autres titres à recevoir		

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES

du 01/01/2009 AU 31/12/2009

en milliers de dhs
DÉCEMBRE - 09 DÉCEMBRE - 08

Produits d'exploitation bancaire	3 738 661	3 601 712
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	32 671	39 953
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	3 039 010	2 674 499
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	404 786	529 482
Produits sur titres de propriété	15 683	14 246
Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
Commissions sur prestations de service	156 774	142 704
Autres produits bancaires	89 737	200 828
Charges d'exploitation bancaire	1 619 822	1 693 150
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	535 318	690 626
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	945 693	817 088
Intérêts et charges assimilées sur titres de créance émis	-	-
Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
Autres charges bancaires	138 811	185 435
Produit net bancaire	2 118 839	1 908 562
Produits d'exploitation non bancaire	16 574	12 994
Charges d'exploitation non bancaire	10 515	16 400
Charges générales d'exploitation	1 062 505	999 789
Charges de personnel	624 178	569 789
Impôts et taxes	22 044	22 300
Charges externes	251 786	245 809
Autres charges générales d'exploitation	33 530	44 485
Dotations aux amortissements et aux provisions des immob. incorp et corporelles	130 967	117 406
Dotations aux provisions et pertes sur créances irrécouvrables	2 209 358	2 113 585
Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature	721 792	795 964
Pertes sur créances irrécouvrables	1 447 524	1 267 044
Autres dotations aux provisions	40 042	50 577
Reprises de provisions et récupérations sur créances amorties	1 550 834	1 490 529
Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	1 531 668	1 388 155
Récupérations sur créances amorties	14 589	9 000
Autres reprises de provisions	4 577	93 373
Resultat courant	403 870	282 310
Produits non courants	1 951	12 471
Charges non courantes	41 802	51 323
Resultat avant impôts	364 019	243 459
Impôts sur les résultats	18 859	18 024
Resultat net de l'exercice	345 160	225 435

ETAT DES SOLDES DE GESTION DU 01/01/2009 AU 31/12/2009

I - TABLEAU DE FORMATION DES RESULTATS	en milliers de dhs	
	DÉCEMBRE - 09	DÉCEMBRE - 08
+ Intérêts et produits assimilés	3 476 467	3 243 934
- Intérêts et charges assimilées	1 481 011	1 507 715
Marge d'intérêt	1 995 456	1 736 219
	-	-
+ Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
- Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
Résultat des opérations de crédit-bail et de location	-	-
+ Commissions perçues	192 821	195 343
- Commissions servies		-
Marge sur commissions	192 821	195 343
	-	-
+ Résultat des opérations sur titres de transaction		
+ Résultat des opérations sur titres de placement	-7 195	-9 894
+ Résultat des opérations de change	14 283	10 198
+ Résultat des opérations sur produits dérivés	-	-
Résultat des opérations de marché	7 088	304
+ Divers autres produits bancaires	15 683	71 316
- Diverses autres charges bancaires	92 209	94 620
Produit net bancaire	2 118 839	1 908 562
+ Résultat des opérations sur immobilisations financières	2 271	2 872
+ Autres produits d'exploitation non bancaire	16 574	12 994
- Autres charges d'exploitation non bancaire	10 515	16 400
- Charges générales d'exploitation	1 062 505	999 789
Resultat brut d'exploitation	1 064 665	908 238
+ Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	623 059	665 853
+ Autres dotations nettes des reprises aux provisions	37 736	-39 925
Resultat courant	403 870	282 310
Resultat non courant	(39 850)	(38 852)
- Impôts sur les résultats	18 859	18 024
Resultat net de l'exercice	345 160	225 435

ETAT DES SOLDES DE GESTION DU 01/01/2009 AU 31/12/2009

II - CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	en milliers de dhs	
	DÉCEMBRE - 09	DÉCEMBRE - 08
± Resultat net de l'exercice	345 160	225 435
+ Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	130 967	117 406
+ Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières	9	248
+ Dotations aux provisions pour risques généraux	-	-
+ Dotations aux provisions réglementées		
+ Dotations non courantes		
- Reprises de provisions	2 928	3 120
- Plus-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	4 672	2 409
+ Moins-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles		39
- Plus-values de cession sur immobilisations financières	-	-
+ Moins-values de cession sur immobilisations financières	-	-
- Reprises de subventions d'investissement reçues	9 728	8 123
± Capacité d'autofinancement	458 809	329 477
- Bénéfices distribués		
± Autofinancement	458 809	329 477

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE DU 01/01/2009 AU 31/12/2009

		en milliers de dhs
	DÉCEMBRE - 09	DÉCEMBRE - 08
1. Produits d'exploitation bancaire perçus	3 738 661	3 601 712
2. Récupérations sur créances amorties	14 589	9 000
3. Produits d'exploitation non bancaire perçus	18 525	25 465
4. Charges d'exploitation bancaire versées	(1 619 822)	(1 693 150)
5. Charges d'exploitation non bancaire versées	(52 317)	(67 723)
6. Charges générales d'exploitation versées	(904 820)	(856 519)
7. Impôts sur les résultats versés	(18 859)	(18 024)
I. Flux de trésorerie nets provenant du compte de produits et charges	1 175 957	1 000 761
Variation de :		
	266 923	1 932 081
8. Créances sur les établissements de crédit et assimilés	(6 468 041)	(6 588 523)
9. Créances sur la clientèle	2 270 709	1 085 423
10. Titres de transaction et de placement	(422 951)	(403 986)
11. Autres actifs	-	-
12. Immobilisations données en crédit-bail et en location	-	-
13. Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	(483 371)	(821 737)
14. Dépôts de la clientèle	3 497 411	2 747 045
15. Titres de créance émis	-	-
16. Autres passifs	86 601	(1 498 335)
II. Solde des variations des actifs et passifs d'exploitation	(1 252 720)	(3 548 032)
III. Flux de Trésorerie Nets Provenant des activités D'exploitation (I + II)	(76 763)	(2 547 271)
17. Produit des cessions d'immobilisations financières		
18. Produit des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	4 778	2 493
19. Acquisition d'immobilisations financières		
20. Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	(265 839)	(218 940)
21. Intérêts perçus		
22. Dividendes perçus		
IV. Flux de Trésorerie Nets Provenant des Activités D'investissement	(261 062)	(216 447)
23. Subventions, fonds publics et fonds spéciaux de garantie reçus	(2 257)	(58 069)
24. Emission de dettes subordonnées	13	803 506
25. Emission d'actions	-	-
26. Remboursement des capitaux propres et assimilés	-	-
27. Augmentation des capitaux propres et assimilés	-	350 000
28. Intérêts versés	-	-
29. Dividendes versés	-	-
V. Flux de Trésorerie Nets Provenant des activités de Financement	(2 244)	1 095 438
VI. Variation Nette de la Trésorerie (III+ IV +V)	(340 069)	(1 668 280)
VII. Trésorerie à l'ouverture de l'exercice	5 130 512	6 798 793
VIII. Trésorerie à la clôture de l'exercice	4 790 443	5 130 512

ÉTAT DES DÉROGATIONS AU 31 DÉCEMBRE 2009

INDICATIONS DES DÉROGATIONS	JUSTIFICATION DES DES DÉROGATIONS	INFLUENCE DES DÉROGATION SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIÈRE ET LES RÉSULTATS
I. Dérogations aux principes comptables fondamentaux		NEANT
II. Dérogations aux méthodes		NEANT
III. Dérogations aux règles d'établissement présentation des états de synthèse	Les états de synthèse au 31 décembre 2009 sont présentés selon le modèle comptable des établissements de crédit (PCEC) entré en vigueur à compter du 1 ^{er} janvier 2000. Cette présentation résulte des retraitements et reclassements des comptes de l'ancien plan comptable (PCB) par le biais d'une matrice de passage, en attendant la mise en place de la nomenclature des comptes du PCEC.	

ÉTAT DES CHANGEMENTS DE MÉTHODES AU 31 DÉCEMBRE 2009

INDICATIONS DES DÉROGATIONS	JUSTIFICATION DES DES DÉROGATIONS	INFLUENCE DES DÉROGATIONS SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIÈRE ET LES RÉSULTATS
I. Changement affectant les méthodes d'évaluation		NEANT
II. Changement affectant les règles de présentation		NEANT

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE DU 01/01/2009 AU 31/12/2009

CREANCES	BANK AL-MAGHRIB, TRÉSOR PUBLIC ET SERVICE DES CHÈQUES POSTAUX	BANQUES AU MAROC	AUTRES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS AU MAROC	ETABLISSEMENTS DE CRÉDIT À L'ÉTRANGER	TOTAL DÉC - 2009	TOTAL DÉC - 2008 en milliers de dhs
Comptes ordinaires débiteurs	<u>4049 241</u>	<u>562</u>		<u>299 735</u>	4 349 537	5 817 328
Valeurs reçues en pension						
- Au jour le jour						
- À terme						
Comptes et prêts de trésorerie		<u>460 346</u>		<u>720 174</u>	1 180 520	304 064
- Au jour le jour						50 504
- À terme		460 346		720 174	1 180 520	253 559
Prêts financiers						
Autres créances		<u>53 955</u>		<u>592</u>	54 547	165 627
Intérêts courus à recevoir	<u>1 646</u>			<u>2 820</u>	4 466	14 885
Créances en souffrance		<u>3 025</u>		<u>257</u>	3 281	
TOTAL	4 050 886	517 887		1 023 577	5 592 351	6 301 904

CREANCES SUR LA CLIENTELE AU 31 DECEMBRE 2009

CREANCES	SECTEUR PUBLIC	SECTEUR PRIVÉ			en milliers de dhs	
		ENTREPRISES FINANCIÈRES	ENTREPRISES NON FINANCIÈRES	AUTRE CLIENTÈLE	TOTAL 31/12/2009	TOTAL 31/12/2008
Crédits de trésorerie	1 164 916	41 052	7 524 759	6 849 674	15 580 402	14 667 820
- Comptes à vue débiteurs	1 000 715	41 052	3 771 049	2 392 115	7 204 931	7 560 748
- Créances commerciales sur le maroc	10 157		623 451	1 146 684	1 780 292	1 745 804
- Crédits à l'exportation	349		109 435	0	109 784	59 411
- Autres crédits de trésorerie	153 695		3 020 824	3 310 875	6 485 394	5 301 857
Crédits à la consommation				1 107 158	1 107 158	779 103
Crédits à l'équipement	950 634		6 769 591	6 062 653	13 782 878	13 435 071
Crédits immobiliers			5 839 509	3 960 142	9 799 651	5 910 738
Autres crédits			594	590 673	591 267	537 624
					-	-
Créances acquises par affacturage						
Intérêts courus à recevoir				1 450 206	1 450 206	1 011 034
Créances en souffrance	104 434	922	1 932 812	0	2 038 168	2 169 175
- Créances pré-douteuses						
- Créances douteuses						
- Créances compromises	104 434	922	1 932 812	0	2 038 168	2 169 175
TOTAL	2 219 984	41 974	22 067 265	20 020 507	44 349 730	38 510 564

VENTILATION DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT PAR CATEGORIE D'EMETTEUR AU 31 DECEMBRE 2009

	ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS	ÉMETTEURS PUBLICS	ÉMETTEURS PRIVÉS		ENCOURS TOTAL 31/12/2009	en milliers de dhs ENCOURS TOTAL
			FINANCIERS	NON FINANCIERS		31/12/2008
Titres cotés	309 265	10 411 448	-	432 886	11 153 599	13 533 210
Bons du trésor et valeurs assimilées	-	10 373 048			10 373 048	12 181 801
Obligations	6 083	-	-	371 980	378 063	431 273
Autres titres de créance	157 299	38 400		-	195 699	243 044
Titres de propriété	145 883		-	60 906	206 789	677 091
			-	-		
Titres non cotés	-	-		-	-	-
Bons du trésor et valeurs assimilées						
Obligations					-	-
Autres titres de créance		-				
Titres de propriété						
TOTAL	309 265	10 411 448	0	432 886	11 153 599	13 533 210

VALEURS DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT AU 31 DECEMBRE 2009

en milliers de dhs

	VALEUR COMPTABLE BRUTE	VALEUR ACTUELLE	VALEUR DE REMBOURSEMENT	PLUS-VALUES LATENTES	MOINS-VALUES LATENTES	PROVISIONS
Titres de transaction						
Bons du trésor et valeurs assimilées						
Obligations						
Autres titres de créance						
Titres de propriété						
Titres de placement	4 445 534	4 392 421	4 392 421	-	53 113	53 113
Bons du trésor et valeurs assimilées	3 638 647	3 611 869	3 611 869	-	26 778	26 778
Obligations	378 063	378 063	378 063	-	-	-
Autres titres de créance	195 699	195 699	195 699	-	-	-
Titres de propriété	233 124	206 789	206 789	-	26 335	26 335
Titres d'investissement	6 772 224	6 761 178	6 761 178	-	11 045	11 045
Bons du trésor et valeurs assimilées	6 772 224	6 761 178	6 761 178	-	11 045	11 045
Obligations						
Autres titres de créance						
TOTAL	11 217 758	11 153 599	11 153 599	0	64 159	64 159

DETAIL DES AUTRES ACTIFS AU 31 DECEMBRE 2009

ACTIF	en milliers de dhs	
	31/12/2009	31/12/2008
instruments optionnels achetés		
opérations diverses sur titres		
débiteurs divers	<u>744 699</u>	<u>579 380</u>
sommes dûes par l'état	480 288	
sommes dûes par les organismes de prévoyance		464 886
sommes diverses dûes par le personnel		
divers autres débiteurs	264 411	114 494
valeurs et emplois divers	<u>288 838</u>	<u>120 854</u>
Comptes de régularisation	<u>819 380</u>	<u>718 677</u>
Comptes d'ajustement d'opérations de hors bilan		
Comptes d'écart sur devises et titres		
Résultats sur produits dérivés de couverture		
Charges à répartir sur plusieurs exercices		
Comptes de liaison entre siège, succursales et agences au Maroc		
Produits à recevoir et charges constatées d'avance		
Autres comptes de régularisation		
créances en souffrance sur opérations diverses	<u>0</u>	<u>11 056</u>
TOTAL	1 852 917	1 429 966

«TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILÉS AU 31 DÉCEMBRE 2009»

En KDM

	VALEUR D'ACQUISITION GLOBAL	PROVISION	VALEUR NETTE COMPTABLE
SONACOS	50	-	50
COMAPRA	8	8	-
SNDE	100	100	-
SOGETA	300	300	-
SUNABEL	311	3	308
Société Laitière Centrale du Nord	750	402	348
FRUMAT	14 499	14 499	-
HOLDAGRO	9 875	-	9 875
AGRO-CONCEPT	330	297	33
TAMWIL ALFELLAH	100 000	-	100 000
AFREXIMBANK	4 727	-	4 727
Bank al amal	5 096	-	5 096
DAR ADDAMANE	548	104	443
AGRAM INVEST	1 000	-	1 000
IGRANE	11 109	-	11 109
Régional Gestion	180	-	180
Fond d'investissement de l'oriental	2 688	-	2 688
FIROGEST	250	-	250
TARGA	7 500	-	7 500
CMM	200	41	159
SMAEX	356	-	356
ASSALAF AL AKHDAR	30 000	-	30 000
CDG CAPITAL BOURSE	5 274	-	5 274
CAM GESTION	500	-	500
MSIN	1 000	188	812
INTERBANK	1 403	-	1 403
MAROCLEAR	464	-	464
SWIFT	23	-	23
Centre monétique Interbancaire	10 000	687	9 313
SONADAC	16 565	5 590	10 975
TOTAL	225 106	22 218	202 888

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES AU 31 DECEMBRE 2009

NATURE	AMORTISSEMENTS ET/OU PROVISIONS									en milliers de dhs
	MONTANT BRUT AU DÉBUT DE L'EXERCICE	MONTANT DES ACQUISITIONS AU COURS DE L'EXERCICE	MONTANT DES CESSIONS OU RETRAITS AU COURS DE L'EXERCICE	MONTANT DES CESSIONS OU RETRAITS AU COURS DE L'EXERCICE	RECLASSEMENTS	MONTANT DES AMORTISSEMENTS ET/OU PROVISIONS AU DÉBUT DE L'EXERCICE	DOTATIONS AU TITRE DE L'EXERCICE	MONTANT DES AMORTISSEMENTS SUR IMMOBILISATIONS SORTIES	CUMUL	MONTANT NET À LA FIN DE L'EXERCICE
Immobilisations incorporelles	<u>486 231</u>	<u>30 944</u>	-	<u>11 669</u>	<u>505 507</u>	<u>62 100</u>	<u>23 047</u>		<u>85 146</u>	<u>420 360</u>
- Droit au bail	11 979		-		11 979			-		11 979
- Immobilisations en recherche et développement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Autres immobilisations incorporelles d'exploitation	474 252	30 944	-	11 669	493 528	62 100	23 047	-	85 146	408 381
- Immobilisations incorporelles hors exploitation						-	-	-	-	
Immobilisations corporelles	<u>2 308 218</u>	<u>234 895</u>	<u>14 035</u>	<u>84 122,53</u>	<u>2 449 042</u>	<u>850 895</u>	<u>107 921</u>	<u>13 929</u>	<u>944 887</u>	<u>1 504 155</u>
- Immeubles d'exploitation	1 080 367	49 438	-	13 900	1 115 905	192 047	27 856		219 902	896 003
. Terrain d'exploitation	187 367	-		-	187 367	-	-	-	-	187 367
. Immeubles d'exploitation. Bureaux	889 386	49 438	-	13 900	924 924	192 047	27 856		219 902	705 022
. Immeubles d'exploitation. Logements de fonction	3 614				3 614			-		3 614
- Mobilier et matériel d'exploitation	540 644	43 306	14 035	2 043	567 872	416 380	42 050	13 929	444 501	123 370
. Mobilier & Matériel de bureau d'exploitation	190 156	11 955	352	928	200 831	145 347	8 881	352	153 876	46 955
. Matériel Informatique	283 728	23 167	-	-	306 894	223 044	26 434	-	249 478	57 416
. Matériel roulant rattaché à l'exploitation	43 349	1 138	13 683		30 805	36 914	3 992	13 577	27 330	3 475
. Autres matériels d'exploitation	23 411	7 046	-	1 116	29 342	11 076	2 742	-	13 818	15 524
- Autres immobilisations corporelles d'exploitation	308 064	85 475			393 540	186 268	31 950		218 218	175 321
- Immobilisations corporelles hors exploitation	248 017	13 697	-	2 043	263 757	56 200	6 065	-	62 265	201 492
. Terrains hors exploitation	69 289	-	-	-	69 289	0	-	-		69 289
. Immeubles hors exploitation	97 268	9 637	-	-	106 905	36 529	3 854	-	40 383	66 522
. Mobilier et matériel hors exploitation	18 426	726		-	19 152	13 278	836	-	14 113	5 038
. Autres immobilisations corporelles hors exploitation	63 034	3 334	-	2 043	68 411	6 393	1 375	-	7 769	60 642
Immobilisations en cours	131 125	42 979		66 136	107 968	-	-	-	-	107 968
TOTAL	2 794 450	265 839	14 035	95 792	2 954 549	912 995	130 967	13 929	1 030 033	1 924 515

DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES

DETTES	ETABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS AU MAROC			ETABLISSEMENTS DE CRÉDIT À L'ÉTRANGER	DÉCEMBRE - 09	DÉCEMBRE - 08 en milliers de dhs
	BANK AL-MAGHRIB, TRÉSOR PUBLIC ET SERVICE DES CHÈQUES POSTAUX	BANQUES AU MAROC	AUTRES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS AU MAROC			
Comptes ordinaires créditeurs			<u>58 194</u>		58 194,29	200 370
Valeurs données en pension	<u>4 169 026</u>	<u>4 951 755</u>			9 120 781	10 199 452
- Au jour le jour						
- À terme	4 169 026	4 951 755			9 120 781	10 199 452
Emprunts de trésorerie					<u>2 401 496</u>	<u>996 198</u>
- Au jour le jour						
- À terme		1 894 496	507 000		2 401 496	996 198
Emprunts financiers		<u>1 168 367</u>		<u>755 007</u>	1 923 374	2 518 779
Autres dettes		<u>75 199</u>	<u>113</u>		75 312	134 492
Intérêts courus à payer		<u>1 091</u>		<u>5 001</u>	6 092	19 329
TOTAL	4 169 026	6 196 412	58 307	760 008	13 585 248	14 068 620

DEPOTS DE LA CLIENTELE AU 31 DECEMBRE 2009

DEPOTS	SECTEUR PUBLIC	SECTEUR PRIVÉ			TOTAL DÉC - 09	TOTAL DÉC - 08
		ENTREPRISES FINANCIÈRES	ENTREPRISES «NON FINANCIÈRES»	AUTRE CLIENTÈLE		
Comptes à vue créditeurs	5 352 726	1 963 001	3 990 886	13 480 326	<u>24 786 939</u>	<u>23 921 203</u>
Compte d'épargne				5 510 612	<u>5 510 612</u>	<u>4 854 628</u>
Dépôts à terme	1 901 477	4 641 153	3 152 249	5 020 566	<u>14 715 445</u>	<u>13 000 137</u>
Autres comptes créditeurs	350		545 390	1 345 845	<u>1 891 585</u>	<u>1 828 918</u>
Intérêts courus à payer					<u>353 248</u>	<u>155 532</u>
TOTAL	7 254 553	6 604 154	7 688 525	25 357 349	47 257 829	43 760 418

DETAIL DES AUTRES PASSIFS AU 31 DECEMBRE 2009

PASSIF	en milliers de dhs	
	DÉCEMBRE-09	DÉCEMBRE-08
Instruments optionnels vendus		
Opérations diverses sur titres	<u>15 953</u>	<u>16 152</u>
Créditeurs divers	<u>450 430</u>	<u>399 470</u>
Sommes dûes à l'état	219 057	192 498
Sommes dûes aux organismes de prévoyance	33 452	27 217
Sommes diverses dûes au personnel		
Sommes diverses dûes au actionnaires et associés	9 068	9 069
Fournisseurs de biens et services	25 541	24 724
Divers autres créditeurs	163 311	145 962
Comptes de régularisation	<u>730 506</u>	<u>694 666</u>
Comptes d'ajustement d'opérations de hors bilan		
Comptes d'écart sur devises et titres		
Résultats sur produits dérivés de couverture		
Comptes de liaison entre siège, succursales et agences au Maroc		
Charges à payer et produits constatés d'avance		
Autres comptes de régularisation		
Créances en souffrance sur opérations diverses	-	-
Total	1 196 889	1 110 288

PROVISIONS

PROVISIONS	en milliers de dhs				
	ENCOURS 31/12/2008	DOTATIONS	REPRISES	AUTRES VARIATIONS	ENCOURS 31/12/2009
Provisions, déduites de l'actif, sur:	4 355 220	748 029	1 544 728	-	3 558 521
Créances sur les établissements de crédit et assimilés					
Créances sur la clientèle	3 859 249	719 670	1 441 277	-	3 137 641
Titres de placement	46 599	17 294	10 780	-	53 113
Titres de participation et emplois assimilés	23 370	9	1 161	-	22 218
Titre d'investissement	12 165	-	1 120	-	11 045
Immobilisations en crédit-bail et en location	-	-	-	-	-
Autres actifs	413 837	11 056	90 391	-	334 502
Provisions inscrites au passif	307 250	10 490	2 296	-24 274	291 170
Provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature	-	-	-	-	-
Provisions pour risques de change	64 373	3 303	1 284	-20 763	45 630
Provisions pour risques généraux	130 220	3 000	647	-32 573	100 000
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires	-	-	-	-	-
Provisions pour autres risques et charges	112 657	4 187	366	29 062	145 540
Provisions réglementées			-		
TOTAL GENERAL	4 662 470	758 519	1 547 025	-24 274	3 849 690

DETTES SUBORDONNEES AU 31 DÉCEMBRE-2009

							en milliers de dhs			
							DONT ENTREPRISES LIÉES		DONT AUTRES APPARENTÉS	
MONNAIE DE L'EMPRUNT	MONTANT EN MONNAIE DE L'EMPRUNT	COURS (1)	TAUX	DURÉE (2)	CONDITION DE REMBOURSEMENT ANTICIPÉ, SUBORDINATION ET CONVERTIBILITÉ (3)	MONTANT DE L'EMPRUNT EN MONNAIE NATIONALE (OU CONTREVALEUR EN KDH)	MONTANT N (EN CONTREVALEUR KDH)	MONTANT N-1 (EN CONTREVALEUR KDH)	MONTANT N (EN CONTREVALEUR KDH)	MONTANT N-1 (EN CONTREVALEUR KDH)
Dirhams	400 000			10		400 000				
Dirhams	100 000			10		100 000				
Dirhams	200 000			10		200 000				
Dirhams	800 000			10		800 000				
Total	1 500 000					1 500 000				

CAPITAUX PROPRES AU 31 DECEMBRE 2009

en milliers de dhs

CAPITAUX AU PROPRES	ENCOURS 31/12/2008	AFFECTATION DU RÉSULTAT	AUTRES VARIATIONS	ENCOURS 31/12/2009
Ecart de réévaluation	361 368	-	-	361 368
Réserves et primes liées au capital	479 487	-	-	479 487
Réserve légale	-	-	-	-
Autres réserves	-	-	-	-
Primes d'émission, de fusion et d'apport	479 487	-	-	479 487
Capital	2 820 513	-	-	2 820 513
Capital appelé	2 820 513	-	-	2 820 513
Capital non appelé	-	-	-	-
Certificats d'investissement	-	-	-	-
Fonds de dotations	-	-	-	-
Actionnaires. Capital non versé	-	-	-	-
Report à nouveau (+/-)	(2 264 095)	225 435	-	(2 038 660)
Résultats nets en instance d'affectation (+/-)	-	-	-	-
Résultat net de l'exercice	225 435	-	-	345 160
TOTAL	1 622 709	225 435	-	1 967 869

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE AU 31 DECEMBRE 2009

ETAT B18 en milliers de dhs

	ENCOURS AU DÉC - 09	ENCOURS AU DÉC - 08
• Engagements de financement et de garantie donnés	<u>5 762 361</u>	<u>3 278 624</u>
Engagements de financement en faveur d'établissement de crédit et assimilés		
Crédits documentaires import		
Acceptations ou engagements de payer		
Ouvertures de crédit confirmés		
Engagements de substitution sur émission de titres		
Engagements irrévocables de crédit-bail		
Autres engagements de financement donnés		
<u>Engagements de financement en faveur de la clientèle</u>	<u>1 616 250</u>	<u>670 373</u>
Crédits documentaires import	1 616 250	670 373
Acceptations ou engagements de payer	-	-
Ouvertures de crédit confirmés	-	-
Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
Engagements irrévocables de crédit-bail	-	-
Autres engagements de financement donnés	-	-
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	<u>400 000</u>	<u>400 000</u>
Crédits documentaires export confirmés	-	-
Acceptations ou engagements de payer	-	-
Garantie de crédits donnés	-	-
Autres cautions, avals et garantie donnés	400 000	400 000
Engagements en souffrance	-	-
<u>Engagements de garantie d'ordre de la clientèle</u>	<u>3 746 111</u>	<u>2 208 251</u>
Garantie de crédits données	-	-
Cautions et garanties données	2 713 489	1 715 186
Autres cautions, avals et garantie donnés	1 032 622	493 065
Engagements en souffrance	-	-
• Engagements de financement et de garantie reçus	-	-
• Engagements de financement et de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Ouverture de crédit documentaire confirmés	-	-
Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
Autres engagements de financement reçus	-	-
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Garanties de crédits	-	-
Autres garanties reçues	-	-
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	-	-
Garanties de crédits	-	-
Autres garanties reçues	-	-

OPERATIONS DE CHANGE A TERME ET ENGAGEMENTS SUR PRODUITS DERIVES AU 31 DECEMBRE 2009

TITRES	OPÉRATIONS DE COUVERTURE		en milliers de dhs
	DÉCEMBRE - 09	DÉCEMBRE - 08	
Opérations de change à terme	887 577	1 487 939	
Devises à recevoir	78 348	224 889	
Dirhams à livrer	78 348	218 337	
Devises à livrer	365 441	530 537	
Dirhams à recevoir	365 441	514 177	
Dont swaps financiers de devises			
Engagements sur produits dérivés			
Engagements sur marchés réglementés de taux d'intérêt			
Engagements sur marchés de gré à gré de taux d'intérêt			
Engagements sur marchés réglementés de cours de change			
Engagements sur marchés de gré à gré de cours de change			
Engagements sur marchés réglementés d'autres instruments			
Engagements sur marchés de gré à gré d'autres instruments			
TOTAL	887 577	1 487 939	

VALEURS ET SURETES RECUES ET DONNEES EN GARANTIE AU 31 DECEMBRE 2009

en milliers de dhs

VALEURS ET SÛRETÉS REÇUES EN GARANTIE	VALEUR COMPTABLE NETTE	RUBRIQUES DE L'ACTIF OU DU HORS BILAN ENREGISTRANT LES CRÉANCES OU LES ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE DONNÉS	MONTANTS DES CRÉANCES ET DES ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE DONNÉS COUVERTS
Bons duTrésor et valeurs assimilées			
Autres titres	ND		
Hypothèques			
Autres valeurs et sûretés réelles			
TOTAL	ND		

en milliers de dhs

VALEURS ET SÛRETÉS DONNÉES EN GARANTIE	VALEUR COMPTABLE NETTE	RUBRIQUES DU PASSIF OU DU HORS BILAN ENREGISTRANT LES DETTES OU LES ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE REÇUS	MONTANTS DES DETTES OU DES ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE REÇUS COUVERTS
Bons duTrésor et valeurs assimilées	9 120 781	9 120 781	
Autres titres			
Hypothèques			
Autres valeurs et sûretés réelles			
TOTAL	9 120 781	9 120 781	

VENTILATION DU TOTAL DE L'ACTIF, DU PASSIF ET DE L'HORS BILAN EN MONNAIE ETRANGERE AU 31 DECEMBRE 2009

	en milliers de dhs	
	DÉC - 09	DÉC - 08
BILAN	MONTANT	MONTANT
Actif :	1 532 706	1 665 417
Valeur en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	52 451	62 254
Créances sur les établissements de crédit et assimilés.	1 480 255	1 639 163
Créances sur la clientèle		
Titres de transaction et de placement et invest		
Autres actifs		
Titres de participation et emplois assimilés		
Créances subordonnées		
Immobilisations données en crédit-bail et location		
Immobilisations incorporelles et corporelles		
Passif :	771 294	2 460 583
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux		
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	424 496	1 775 034
Dépôts de la clientèle		
Titres de créance émis		
Autres passifs	346 798	685 549
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie		
Dettes subdordonnées		
Hors bilan :		
Engagements donnés		
Engagements reçus		

MARGE D'INTERETS AU 31 DECEMBRE 2009

	en milliers de dhs	
	DÉCEMBRE - 09	DÉCEMBRE - 08
Intérêts perçus	3 476 467	3 243 934
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	32 671	39 953
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	3 039 010	2 674 499
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	404 786	529 482
Intérêts servis	1 481 011	1 507 715
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	535 318	690 626
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	945 693	817 088
Intérêts et charges assimilées sur titres de créance émis		
Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location		
Marge d'intérêts	1 995 456	1 736 219

COMMISSIONS AU 31 DECEMBRE 2009

COMMISSIONS	en milliers de dhs	
	ENCOURS AU DÉCEMBRE - 09	ENCOURS AU DÉCEMBRE - 08
Commissions perçues :	233 981	196 334
sur opérations avec les établissements de crédit		23 991
sur opérations avec la clientèle (1)	41 160	-
sur opérations de change	-	-
relatives aux interventions sur les marchés primaires de titres	-	-
sur produits dérivés	-	6 825
opérations sur titres en gestion et en dépôt	3 314	37 219
Commissions sur fonctionnement de compte	53 758	55 167
sur moyens de paiement	53 661	-
sur activités de conseil et d'assistance	-	-
sur ventes de produits d'assurances	-	-
sur autres prestations de service	46 042	43 493
Commissions sur opérations de change	36 047	52 639
Commissions versées	-	-
sur opérations avec les établissements de crédit (2)	-	-
sur opérations avec la clientèle	-	-
sur opérations de change	-	-
relatives aux interventions sur les marchés primaires de titres	-	-
sur produits dérivés	-	-
opérations sur titres en gestion et en dépôt	-	-
sur moyens de paiement	-	-
sur activités de conseil et d'assistance	-	-
sur ventes de produits d'assurances	-	-
sur autres prestations de service	-	-

RESULTAT DES OPERATIONS DE MARCHE AU 31 DECEMBRE 2009

	en milliers de dhs	
	DÉC - 09	DÉC - 08
PRODUITS ET CHARGES	MONTANT	MONTANT
Produits	53 690	91 119
Gains sur les titres de transaction	-	-
Plus value de cession sur titres de placement	15 657	21 680
Reprise de provision sur dépréciation des titres de placement	10 780	58 071
Gains sur les produits dérivés	-	-
Gains sur les opérations de change	-	-
	27 254	11 368
Charges	179 078	129 851
Pertes sur les titres de transaction	-	-
Moins value de cession sur titres de placement	16 338	77 000
Etalement de la prime d'investissement	132 475	39 037
Dotation aux provisions sur dépréciation des titres de placement	17 294	12 644
Pertes sur les produits dérivés	-	-
Pertes sur opérations de change	12 971	1 170
RESULTAT	-125 388	-38 733

CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION AU 31 DECEMBRE 2009

	en milliers de dhs	
	DÉC - 09	DÉC - 08
CHARGES	MONTANT	MONTANT
Charges de personnel	<u>624 178</u>	<u>569 789</u>
Dont salaires & appointements	103 177	101 354
dont charges d'assurances sociales	50 053	43 573
dont charges de retraite	69 525	62 964
dont charges de formation	10 194	9 276
dont autres charges de personnel	391 229	352 622
Impôts et taxes	<u>22 044</u>	<u>22 300</u>
Taxes urbaines & taxes d'élidité	7 150	6 543
Patente	12 595	12 651
Autres impôts & taxes	2 298	3 105
Charges externes	<u>251 786</u>	<u>245 809</u>
- Loyers de crédit-bail et de location	38 668	32 136
- Frais d'entretien et de réparation	48 807	39 856
- Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	20 330	25 417
- Transports et déplacements	39 202	32 810
- Publicité, publications et relations publiques	14 390	15 955
- Autres charges externes	90 389	99 635
Autres charges générales d'exploitation	<u>33 530</u>	<u>44 485</u>
Dotations aux amortiss. Et aux provisions des immob. Incorporelles et corporelles	<u>130 967</u>	<u>117 406</u>
Total des charges générales d'exploitation	1 062 505	999 789

AUTRES PRODUITS ET CHARGES AU 31 Décembre 2009

en milliers de dhs

	DÉC - 09	DÉC - 08
AUTRES PRODUITS ET CHARGES BANCAIRES	MONTANT	MONTANT
AUTRES PRODUITS ET CHARGES BANCAIRES		
Autres produits bancaires	89 737	200 828
- Gains sur titres de transaction	0	0
- Plus-values de cession sur titres de placement	15 657	21 680
- Produits sur opérations de change	63 301	64 007
- Divers autres produits bancaires	0	57 070
Reprises de provisions sur dépréciations des titres de placement	10 780	58 071
Autres charges bancaires	138 811	185 435
- Charges sur moyens de paiement	-	-
- Cotisation au fonds de garantie	79 044	78 163
- Charges opération de change	12 971	1 170
- Moins values sur cession de titres	16 338	77 000
- Autres charges	13 164	16 457
- Provisions sur titres	17 294	12 644
PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION NON BANCAIRE		
Produits d'exploitation non bancaire	16 574	12 994
Dont plus values de cession d'immobilisation	4 672	2 409
Dont subventions reçues	9 728	8 123
Dont autres produits non bancaires	2 174	2 462
Charges d'exploitation non bancaire	10 515	16 400
Charges sur valeurs et emplois divers	10 515	16 361
dont moins values de cession d'immobilisation	-	39
AUTRES CHARGES		
Dotation aux provisions et pertes sur créances irrécouvrables	2 209 358	2 113 585
AUTRES PRODUITS		
Reprises de provisions et récupérations sur créances amorties	1 550 834	1 490 529
PRODUITS ET CHARGES NON COURANTS		
Produits non courants	1 951	12 471
Charges non courantes	41 802	51 323

DATATION ET EVENEMENTS POSTERIEURS

- Date de clôture (1)	31/12/09
- Date d'établissement des états de synthèse (2)	15/03/10

(1) Justification en cas de changement de la date de clôture de l'exercice

(2) Justification en cas de dépassement du délai réglementaire de trois mois prévu pour l'élaboration des états de synthèse.

DATES	INDICATIONS DES EVENEMENTS
-------	----------------------------

- Favorables	Néant
- Défavorable	Néant

Concentration des risques sur un même bénéficiaire au 31 décembre 2009

en milliers de dhs

NOMBRE	MONTANT GLOBAL DES RISQUES	MONTANT DES RISQUES DÉPASSANT 10% DES FONDS PROPRES		
		CRÉDITS PAR DÉCAISSEMENT	CRÉDITS PAR SIGNATURE	MONTANT DES TITRES DÉTENUS DANS LE CAPITAL DU BÉNÉFICIAIRE
16	7 951 353	7 689 249	111 432	150 672

Ventilation des resultats par metier ou pôle d'activite au 31 décembre 2009

Résultats par zone géographique

	MAROC	ETRANGER	TOTAL
Produit net bancaire	2 118 839	-	2 118 839
Résultat brut d'exploitation	1 064 665	-	1 064 665
Résultat avant impôt	364 019	-	364 019

Effectifs au 31 decembre 2009

EFFECTIFS	DÉCEMBRE - 09	DÉCEMBRE - 08
Effectifs rémunérés	3 229	3 221
Effectifs utilisés	3 229	3 221
Effectifs équivalents plein temps	3 229	3 221
Cadres (équivalent)	1 362	1360
Employess (équivalent)	1 867	1861
dont effectifs employés à l'étranger		

Comptes de la clientele

	DÉCEMBRE - 09	DÉCEMBRE - 08
Comptes courants	137 453	74 389
Comptes chèques, hors MRE	328 854	234 507
Comptes MRE	15 347	2 636
Comptes d'affacturage	-	-
Comptes d'épargne	188 207	164 245
Comptes à terme et bons de caisse	2 010	2 533
TOTAL	671 871	478 310

Titres et autres actifs gérés ou en dépôts au 31 décembre 2009

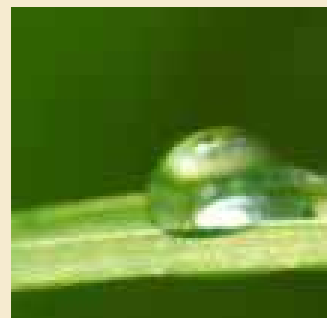
TITRES	NOMBRE DE COMPTES		MONTANTS EN MILLIERS DE DH	
	DÉCEMBRE - 09	DÉCEMBRE - 08	DÉCEMBRE - 09	DÉCEMBRE - 08
Titres dont l'établissement est dépositaire	3995	4285	1 125 260	1 244 246
Titres gérés en vertu d'un mandat de gestion	-	-	-	-
Titres d'OPCVM dont l'établissement est dépositaire	-	-	-	-
Titres d'OPCVM gérés en vertu d'un mandat de gestion	-	-	-	-
Autres actifs dont l'établissement est dépositaire	-	-	-	-
Autres actifs gérés en vertu d'un mandat de gestion	-	-	-	-



LE RESEAU CAM



LE RESEAU CAM



RESEAU AU 31 DECEMBRE 2009

RESEAU	DÉCEMBRE - 09	DÉCEMBRE - 08
Agence et guichets périodiques	388	360
Guichets automatiques de banque	167	167
Succursales et agences à l'étranger		-
Bureaux de représentation à l'étranger		-
TOTAL		

Agences Bancaires

AGENCES	ADRESSE	TÉLÉPHONE	FAX
Agadir Hassan 1er	93, av. Hassan 1er, cité Dakhla	05 28 21 57 40	05 28 21 57 42
Agadir Hassan II	Av. Hassan II	05 28 84 25 25	05 28 84 21 01
Agadir Kettani	Av. Général Kettani	05 28 82 68 36	05 28 82 68 37
Agadir la Corniche	Hôtel Tamelalet, Zone Balneaire	05 28 84 35 27	05 28 84 34 71
Agadir place Gauguin	Place Guauguin, Imm. Metqal	05 28 82 88 32	05 28 82 88 36
Agadir Port	Ancien Port Agadir	05 28 84 28 11	05 28 84 38 11
Agadir Salam	160, angle quartier Al Houda et quartier Salam	05 28 32 06 16	05 28 32 06 01
Agadir Sidi Bibi	Route Agadir - Tiznit Sidi Bibi Centre	05 28 81 64 60	05 28 81 64 88
Ait Melloul Route de Tiznit	Immeuble Bicha, route de Tiznit	05 28 24 62 77	05 28 24 62 79
Aknoul	14, bd Al Massira Lot Al Fath	0535 27 70 20	0535 27 70 08
Asilah	Place Mohammed V	0539 41 71 12	0539 41 73 52
Azilal	Av. Hassan II	0523 45 82 47	0523 45 80 23
Ben Tayeb	Bd Driss 1, Ben Tayeb Centre	05 36 40 19 46	05 36 40 19 48
Beni Bouayach	163, bd Med V	0539 80 47 93	0539 80 47 96
Beni Mellal Zaitoune	84, bd Mohamed V	05 23 48 15 35	0523 48 15 23
Beni Nsar	Port Béni N'sar	05 36 60 86 68	05 36 60 86 61
Berkane Allaymoune	Angle bd Mohammed V et rue My Youssef	05 36 23 09 55	0536 23 09 99
Berkane Med V	Angle bd Med V et rue Jeddah, Hay Sidi Slimane	05 36 25 65 37	0536 25 65 29
Berrechid	Av. Mohammed V	0522 33 70 13	0522 53 39 35
Boumalne Dades	Av. Mohammed V	0524 83 02 39	0524 83 01 21
Bouznika	Angle av. Hassan II et rue El Arab	0537 74 54 37	0537 74 53 57
Casa 2 Mars	323, av. du 2 mars	0522 28 04 09	0522 28 77 92
Casa Akid Allam	25, av. Akid Allam, Hay Salama 3	0522 37 00 77	0522 37 00 81
Casa Avenue du Phare	124, av. du Phare, Bourgogne	0522 26 64 39	0522 26 64 35
Casa Bahmad	Angle bd Ba Hmad et Rue Rahhal Ben Ahmed, Belvédère	0522 40 84 93	0522 40 85 10
Casa Bandoeng	1, Place Bandoeng	0522 44 12 43	0522 44 03 93
Casa Bernoussi Baamrane	46, bd Baamrane, quartier Tarik Sidi Bernoussi	0522 76 77 38	0522 76 77 39
Casa Bnou Hilal	3, rue Bnou Hilal	05 22 39 46 01	0522 39 36 68
Casa Bouskoura	Bouskoura Centre	0522 59 05 02	0522 59 05 04
Casa El Chahdia	Rond point Chahdia, Hay El Oulfa	0522 89 87 50	0522 89 13 35
Casa El Fida	10, Derb El Fokara	0522 28 95 33	0522 83 33 40
Casa El Khalil	402, 404 et 406, bd Al Khalil, Hay Moulay Abdellah, Ain Chok	0522 21 26 43	0522 21 26 28
Casa Gros Débiteurs	Av. Moulay Youssef	0522 31 94 03	0522 31 62 14
Casa Hay Hassani	64, bd Afghanistan	05 22 91 34 00	0522 90 31 06
Casa Hay Mohammadi	160, bd de la Grande Ceinture	0522 60 21 68	0522 61 41 84
Casa Maârif	114, bd Yacoub El Mansour	0522 99 23 88	0522 99 23 90
Casa Marché de gros	837, Marché de Gros Sidi Othman	0522 57 77 38	0522 57 77 46
CASA MEDIOUNA	Lotissement Tissir n° 138	0522 33 82 09	0522 33 86 59
Casa Mediouna Med VI	493, BD MOHAMMED VI	0522 85 48 79	0522 81 07 15
Casa Mers Sultan	14, AV. MERS SULTAN	0522 26 64 71	0522 26 64 66
Casa Mly Rachid	59, bd Mohammed Bouziane Mly Rachid	0522 71 79 76	0522 71 79 83

Casa Oasis	Bd Abderrahim Bouabid, angle rue Allamtouni	0522 25 45 28	0522 25 44 14
Casa Oqba Bnou Nafii	28 lot Tacharouk, Route Ben Slimane	0522 71 85 82	0522 71 85 88
Casa Oued Dahab	61, av. Oued Dahab, City Jamaa Sbata	0522 29 18 04	0522 29 18 07
Casa Oulfa	Bd Oued Moulouya Oulfa	0522 90 97 05	0522 90 96 95
Casa Oulfa Oum Rabii	Bd Oued Moulouya	05 22 90 97 05	0522 90 96 95
Casa Port	Bd des Almouhades	0522 30 94 71	0522 30 25 63
Casa Qods	64, bd 64 Lot El Hamidia, n° 7, Al Qods	0522 75 90 64	0522 75 90 52
Casa Sbata	224, Bloc 24, rue Beda Gdira	06 79 82 62 56	0522 59 66 06
Casa Sidi Maarouf	Kissariat El Khattabi Sidi Maarouf	052 33 52 66	0522 33 53 89
Casa Sidi Othmane	946, bd Driss El Harti, Cité Djemaa Ben Msik Sidi Othmane	0522 38 08 46	05022 38 0261
Casa Tarik El Kheir	188, rue 9, av. Mbarek Ben Boubker Hammadi, Sidi Bernoussi	0522 76 73 37	0522 76 75 23
Casa Tit Mellil	7, Lotissement Zin Essalam, Centre	05 22 33 18 89	05 22 33 18 86
Casa Tour Atlas	Tour Atlas, Place Zellaka	0522 30 14 29	0522 30 53 32
Casa Twin Center	Angle rue Dawud Addahri et rue Chartes, Maârif	0522 99 17 93	0522 99 18 46
Casa Zenith	Espace sans pareille, Lot Taoufik, Imm, 20-22	0522 78 61 92	0522 78 61 72
Casa Zerketouni	44, bd Zerketouni	0522 29 35 07	0522 29 34 03
Chichaoua	C.T. n°12/07, Chichaoua - Quartier Administratif	0524 35 30 03	0524 35 31 05
Dakhla	Imm. Chaimaa, av. Ahmed Ben Chakroune, Massira II	0528 93 17 58	0528 93 17 57
Dar Old Zidouh	202, Lotissement Al Fellah	05 22 45 52 20	0523 46 54 71
Dcheira	Imm. Choukri, bd Bir Inzarane, Lot Essada	0528 27 33 91	0528 27 34 31
El Hajeb	1, av. El Massira	0535 54 31 09	0535 54 37 80
Erfoud	Av. Mly Ismail	0535 57 67 35	0535 57 67 62
Errachidia	Av. Mly Ali Chérif, B.P 51	0535 57 14 21	0535 57 29 63
Essaouira	Hay Lalla Amina, B.P 13	054 47 27 03	0524 47 27 02
Fès Agdal	Angle Imam El Jouaini et Oussam Bnou Zaid, V.N.	05 35 94 25 94	05 35 94 25 87
Fès Atlas	3, rue Abou Taib Moutanabi, Atlas	0535 65 87 56	0535 65 83 19
Fès Bensouda	15, rue de l'Ecole Bensouda Centre	0535 65 52 33	05,35,72,81,32
Fès Bouremmana	2, av. Mly Hicham, route d'Imouzzer	05,35,65,67,43	0535 65 67 74
Fès Florence	Immeuble MAMDA, Place de Florence	05,35,65,07,85	05,35,65,07,86
Fès Narjiss	Angle av. Qaraouiyyine et Namae	05,35,65,78,73	05,35,65,68,52
Fès Route de Sefrou	252, angle bd Moulay Rachid et El Wafaa, route de Sefrou	05,35,61,45,34	05 35 61 45 88
Fès Ryad	Lot 194 /193, quartier Bel Air, route Sidi Hrazem n° 320	0535 61 97 23	0535 61 97 21
Fès Saada	Bd Saint Louis, El Adarissa, route Ain Chkeff	0535 61 15 09	0535 61 14 25
Fkih Ben Salah	167, bd Hassan II	0523 43 65 85	0523 43 64 57
Guelmim Ben Tachfine	Angle bd Hassan II et rue Youssef Ben Tachfine	0528 87 21 99	0528 87 28 03
Guelmim Bir Anzarane	187, Place Bir Anzarane	0528 87 23 01	0528 87 28 10
Ifrane	Résid Alakhawayne, rue Al Barid, Hay Riad	0535 56 71 03	0535 56 71 71
Imintanout	Route d'Agadir, Sidi Ali Ishaq	0524 45 20 65	0524 45 14 87
Imzouren	225, bd Casablanca Imzouren, Province Al Houceima	0539 80 56 13	0539 80 56 10
Inezgane	Angle av. Mohammed V et rue n° 618, Amougay Dcheira	0528 83 41 98	0528 83 86 79
Inezgane Kasbah	Angle rue de la Kasbah et av. Mohammed V	0528 83 45 39	0528 33 26 54
Inezgane Tarrast	Av. Moulay Ali Chérif Tarast	05 28 83 86 66	05 28 83 86 65
Kasba Tadla	Lot n° 8, quartier Lamhirzat, bd 20 aout	05 23 44 99 43	05 23 44 99 41

Kelaa des Sraghnas	53, quartier El Mers, bd Youssef Ben Tachfine, route Beni Mellal	0524 41 02 25	0524 41 10 82
Kelaa M Gouna	60, av. Mohammed V	0524 83 61 62	0524 83 63 91
Kenitra Bab Fès	Angle av. Mohammed V et rue 151, Afka	0537 38 27 44	0537 38 23 07
Kenitra Maamora	Angle bd Imam Ali et av. Mly Abderrahmane	0537 37 86 71	0537 37 48 44
Kenitra Saknia	145, bd Al Massira Al Khadra, Saknia	0537 38 42 07	0537 38 42 00
Khouribga Zellaqa	71, bd Zellaqa	05 23 49 60 44	0523 49 60 41
Laâyoune	Angle av. Mekka et Rue Tabouk (Route d'Es-smara)	05 28 99 32 21	05 28 99 32 65
Larache	56, av. Khalid Bnou Walid	0539 91 52 70	0539 91 61 46
Marrakech Allal AL Fassi	Imm. Brahim Frej, av. Allal Fassi	0524 31 34 99	0524 31 34 86
Marrakech Bab Agnaou	75, rue Bab Agnaou	0524 42 63 52	0524 44 08 01
Marrakech Bab Doukkala	2, av. Hassan II, Imm. des Habous	0524 44 85 11	0524 44 84 49
Marrakech Bab Ennakhil	Lot Azzohour 2, Madkhal Ennakhil, n° 11, route de Fès	0524 32 86 94	0524 32 99 04
Marrakech Daoudiate	Av. Allal El Fassi	0524 30 14 38	0524 30 13 95
Marrakech Forum Doha	Magasin n° 8, Projet Forum Doha Sud, route Agadir	05 24 39 29 24	0524 39 29 48
Marrakech Gare	Galerie Commerciale Gare de Marrakech	05 24 45 87 07	0524 45 87 05
Marrakech Gueliz	92, bd Zerkouni	0524 43 71 69	0524 43 04 32
Marrakech Med V	15, av. Mohammed V	0524 42 16 01	0524 42 16 02
Marrakech Saada	530, Lotissement Acharaf, Manar 3	0524 29 29 12	05 24 29 29 11
Meknès Marjane	Imm. 44, bd Med VI, Marjane 2	05 35 46 94 46	05 35 46 94 40
Meknès Med V	22, bd Mohammed V - Imm Sentissi, V.N.	0535 40 10 96	0535 52 34 75
Meknès Ouislane	40, av. Massira, Ouislane	05 35 54 80 85	05 35 54 80 94
Meknès Zitoune	Bd Abdelkrim Khattabi	0535 45 13 14	0535 45 13 14
Midar	Bd Hassan II, Midar Centre	05 36 36 58 33	05 36 36 57 90
Mohammadia Hassan II	Av. Hassan II Résidence Demnat, Quartier Parc	0523 31 30 34	0523 31 30 57
Mohammadia Sebta	Bd Sebta	0523 28 68 13	05 23 28 68 19
Mohammedia El Alia	12, rue Mokhtar Soussi Hassania El Alia	0523 32 78 43	0523 31 04 13
Nador Al Wahda	Angle route Segangan et Ouled Mimoun	05 36 60 13 57	05 36 60 13 96
Nador av. des FAR	62, av. des F.A.R	05 36 33 76 52	05 36 33 76 53
Nador Gare	ONCF Gare, Centre Nador	05 36 32 01 51	05 36 32 01 58
Nador Hassan II	130, bd Hassan II	05 36 60 39 90	05 36 60 65 71
Nador Méditerranée	Route de Taouima	05 36 32 44 45	0536 32 02 47
Nador Mohamed VI	488, angle bd Med VI rt rue Chabab	05 36 60 33 12	05 36 60 58 14
Oualidia	Hay Moulay Abdesslam, Route Régionale n° 301	05 23 36 61 23	05 23 36 61 32
Ouarzazate Med V	12, av. Mohammed V	0524 88 42 47	0524 88 42 50
Oujda Angad	1, bd Allal El Fassi - Bloc 63	05 36 70 33 00	0536 70 29 29
Oujda El Fath	Angle bd Allal Fassi et Rue F1, n° 1 Hay Al Wafaa, Lazaret	0536 74 69 57	0536 74 69 80
Oujda Idriss Akbar	1, bd Idriss Al Akbar	05 36 68 89 47	05 36 68 27 72
Oujda Isly	96, bd Mbarek El Bekkay, route de Taza	05 36 51 74 06	05 36 51 74 42
Oujda Jaouhara	Bd Malika El Farissi, Hay El Jouhara	05 36 51 76 59	05 36 51 76 61
Oujda Med Derfoufi	92, bd Mohammed Derfoufi	0536 69 19 52	0536 68 35 82
Oujda Mohamed V	Angle bd Med V et rue Amina Berhilia	0536 68 27 90	0536 68 27 83
Oujda Zaitoune	3, bd Abderrahim Bouabid et rue A9	0536 74 15 79	0536 74 15 48
Ouled Teima	Angle av. Med VI et av. Houria	0528 52 18 02	0528 52 18 28

Outat Al Haj	Rue de la Mosquée, Outat Al Haj Centre	0535 59 20 45	0535 59 23 98
Rabat Agdal	33, av. Al Abtal	0537 77 48 74	0537 77 48 58
Rabat Akkari	Av. Med Ben Abdellah	05 37 69 21 93	0537 69 21 92
Rabat Al Kifah	9, av. Kifah, cité Bouhlal, YEM	0537 29 56 30	0537 29 56 51
Rabat Annaba	11, rue Annaba	0537 76 62 60	0537 76 62 86
Rabat El Menzeh	963, av. Marche Verte - Hay El Menzeh, YEM	0537 28 29 37	0537 28 29 42
Rabat Espace Bank	Angle av. Allal Ben Abdellah et av. Abou Fariss Al Marini	0537 26 23 23	0537 26 23 25
Rabat Grands Comptes	28, av. Abou Faris Al Marini, Hassan	05 37 72 85 78	05 37 72 85 81
Rabat Hassan II	Angle av. Hassan II et av. Al Maghrib El Arabi	0537 73 36 17	0537 73 35 03
Rabat Hay Riad	Centre Commercial Riad 1, Secteur 21, Bloc D	0537 71 24 36	0537 71 24 37
Rabat Mabella	31, av. Tadla, Mabella	0537 75 32 74	0537 75 34 79
Rabat Mahaj Riad	Imm 9, Magasin n°5, Complexe Mahaj Riad	0537 56 62 62	0537 56 62 63
Rabat Nahda	382, angle rue Ourika et Béni Jaber	0537 75 79 20	0537 75 79 21
Rabat Ocean	69, av. Abdelkarim Khattabi	0537 72 08 47	0537 20 25 97
Rabat Personnel	4, rue Trabless, Hassan	0537 73 42 52	0537 73 11 77
Rabat Souissi	Av. Imam Malik	0537 63 06 60	0537 63 05 58
Rabat Yacoub El Mansour	6, av. Assalam, YEM	0537 69 43 14	0537 69 43 15
Rhafsaï	121, bd Hassan II	0535 69 90 29	0535 69 94 03
Rich	47, Place Med V	0535 58 91 14	0535 36 82 61
Rissani Mly Ali Cherif	Av. Hassan II	0535 77 04 72	0535 77 00 76
Saidia	26, av. Hassan II	0536 62 59 51	0536 62 59 43
Sala Jadida	26, angle av. Atlas et av. Bellevue Baytis, Mag 364 et 365	037 53 49 31	0537 53 49 33
Salé Bettana	Av. Mediouna, Residence Fadlallah 2, Bettana	0537 81 47 71	0537 81 47 66
Salé Karia	2, angle Moulay Rachid et Moulay Youssef, El Karia Salé	0537 82 87 30	0537 82 87 77
Salé médina	24, av. Ahmed Ben Aboud, Médina Salé (près Bab lamrissa)	0537 88 37 47	0537 88 38 68
Salé Route de Kénitra	7, Imm. 6, Res. Nada, route de Kénitra	0537 87 70 61	0537 87 73 24
Salé Tabriquet	4, av. Med V, imm. Ammor	0537 86 59 59	0537 86 17 68
Settat Hassan II	27, av. Hassan II	05 23 72 11 87	0523 72 11 80
Sidi Allal Bahraoui	Lot 279, Lotissement Chana, route Principale de Rabat	05 37 52 00 26	05 37 52 00 28
Tamansouret	PP Tamansourt	0524 33 64 16	0524 33 64 35
Tamesna	Centre Commercial Tamesna, local n° 2	0537 61 91 97	0537 61 96 09
Tamsia	Immeuble Bouchtaoui, Tamsia Centre, Route Agadir-Ouled Teima	0528 31 97 55	0528 31 97 54
Tanger Holland	115, rue de Hollande	0539 33 29 29	0539 94 96 04
Tanger Med V	18, bd Mohammed V	0539 94 12 93	0539 94 46 07
Tanger Mly Ismail	Residence Cheltenham, av. Mly Ismail	05 39 94 28 98	05 39 94 29 48
Tanger Port	Enceinte portuaire Tanger	0539 93 05 42	0539 93 05 30
Tantan	Av. Hassan II	0528 87 74 11	0548 87 75 32
Targuiste	9, bd des FAR, centre	0539 80 83 42	0539 80 83 47
Tata	Av. Mohammed V, centre	0528 80 21 20	0528 80 21 35
Taza Mly Youssef	Av. Mly Youssef, Imm. Mabrouka	0535 67 20 80	0535 67 20 69
Témara Med V	23, lotissement Melk Allah, av. Med V	0537 64 11 80	0537 64 11 83
Temara Wifak	Lotissement Al Wifak, Secteur 2, Lot 2127	0537 64 56 04	0537 64 56 05
Tétouan Allal Ben Abdellah	4, av. Allal Ben Abdellah	0539 70 39 62	0539 70 39 72

Tétouan El Hamama	Av. Hassan II, Place la Colombe	0539 70 35 68	0539 70 35 69
Tétouan M'Diq	Bd Lalla Nezha	0539 66 32 02	0539 66 32 03
Tétouan Saniat R'Mel	4, angle av. Abdelkhalek Torrès et rue Kénitra	0539 97 20 38	0539 97 24 53
Tétouan Sidi Mandri	22, av. Sidi Mandri	05 39 96 71 76	0539 96 68 65
Tiflet	Bd Mohammed V	0537 51 41 31	0537 51 23 23
Tikiouine	30, secteur A, Lotissement Zaitoune, route Tikiouine-Agadir	0528 28 89 39	0528 28 89 40
Tinghir	Av. Mohammed V, Adiss N'Ighir	0524 83 56 09	0524 83 56 89
Tiznit	9, Place El Yousseoufia	0528 60 17 62	0528 60 17 63
Tiznit Ville nouvelle	30, bd 20 aout, Ville Nouvelle	0528 60 04 15	0528 60 04 17
Yousseoufia	84, bd Bir Anzarane, Centre	0679 82 49 92	0524 64 66 22
Zagora	Av. Mohammed V	0524 84 70 60	0524 84 89 96
Zghenghen	146-148, bd Med V	05 36-35 14 38	05 36 35 14 63

Agences Entreprises

AGENCES	ADRESSE	TÉLÉPHONE	FAX
Agadir l'Arganier (Centre d'Affaires)	Av. Général Kettani	0528 82 71 59	0528 82 52 96
Casa Ain Sébaa	Km 7,50, route de Rabat	0522 34 00 38	0522 34 00 40
Casa Lalla Yacout	80, av Lalla Yacout	0522 31 52 89	0522 31 62 14
Casa Massira (Centre d'Affaires)	181, bd Al Massira	0522 98 73 12	0522 98 73 14
Casa Y. El Mansour	Angle Bd Y. El Mansour et rue Nassih Eddine	05 22 99 17 30	0522 99 16 40
El Jadida	24, av hassan II	0523 34 24 16	0523 34 05 12
Fès	17, angle av. Egypte et bd Lalla Hasnaa	0535 65 17 48	0535 62 18 81
Kénitra Med V	384, av Mohammed V, imm A, Résidence El Aghar	0537 37 93 28	0537 37 92 32
Marrakech	Av Mohammed V, Gueliz	0524 43 63 91	0524 42 04 76
Meknès Place 2 septembre	Rue El kifa, Résidence Hakim, Place Al Wahda Al Afriquia	0535 52 21 28	0535 52 48 60
Mohammedia Med V	Angle bd Mohammed V et rue Bencheckroun	0523 32 34 72	0523 32 56 80
Rabat Chellah	Angle av. d'Alger et rue Moascar	0537 70 24 18	0537 70 24 53
Rabat Ennakhil (Centre d'Affaires)	26, av. Annakhil, Espace les Palmiers	0537 56 62 87	0537 56 62 89
Tanger Afghani	6, rue Jamal Eddine Afghani	0539 32 44 46	0539 32 44 49

Caisses Locales

AGENCES	ADRESSE	TÉLÉPHONE	FAX
Aghbala	Rue du Souk Aghbala	0523 51 01 69	0523 51 01 69
Agourai	Av. de la Marche Verte	0535 43 01 33	0535 43 01 34
Ahfir	7, av. Mohammed V	0536 62 95 63	0536 62 95 61
Ain Aouda	Centre Ain Aouda	0537 74 80 97	0537 74 85 94
Ain Beni Mathar	Complexe commercial Ain Beni Mathar	0536 65 90 42	0536 65 93 36
Ain Dorrij	Route Nationale Fès - Ouazzane, Centre	0537 90 76 94	0537 90 76 91
Ain Taoujdade	Av. Ibn Sina - Centre	0535 44 12 22	0535 45 12 23
Ait Ishak	Av. Med V, Hay Ennahda	0535 39 98 02	0535 39 98 01
Ait Ourir	Ait Ourir - Centre	0524 48 00 35	0524 48 05 24
Aklm	8, lotissement Saâda	05 36 63 41 13	0536 63 41 08
Amizmiz	Quartier Administratif	0524 45 40 15	0524 45 48 41
Attaouia	Lotissement Badou Centre	0524 23 50 85	0524 23 58 18
Azemmour	241, av. Mohammed V	05 23 34 71 08	0523 35 76 26
Azrou	Route de Khénifra, Quartier Administratif	0535 56 21 98	0535 56 21 98
Ben Ahmed	Rue El Hansali	05 23 40 83 04	0523 40 83 04
Beni Drar	Av. Hassan II	0536 65 03 02	0536 65 03 01
Benslimane	Angle av. des F.A.R. et av. Oued Zem	0523 29 10 92	0523 29 15 32
Berkane	Rue Oued Deraa, Hay Massira, B.P 201	0536 61 46 10	0536 61 55 70
Berrechid	Av. Mly El Hassan	0522 53 44 33	0522 33 71 69
Biougra	Imm. Hida, av. Hassan II	0528 81 98 91	05 28 8198 89
Bouarfa	Angle bd Hassan II et bd Mohammed VI, B.P. 110	0536 79 83 72	0536 79 81 21
Boufekrane	Lot Tarik, n° 112	0535 43 62 65	0535 43 62 67
Boujaad	9, bd Hassan II	05 23 41 40 06	05 23 41 49 81
Boujniba	4, bd Mohamed V	0523570836/38	0523 57 08 41
Boulmane	Bd Hassan II	0535 58 40 40	0535 58 44 81
Bouznika	204, bd Bir Anzarane	0537 74 30 80	0537 74 56 26
Bzou	Bd Mohammed V, Hay El Madrassa	0523 46 60 83	0523 46 61 38
Dar Gueddari	Bd Med V, Dar Gueddari centre	0537 31 02 70	0537 31 02 70
Demnate	Av. Mohammed V, Ait Ouganoune	0524 45 60 73	0524 45 81 93
Driouch	178, bd Hassan II	05 36 36 71 92	05 36 36 60 61
El Aioun	9, rue Bir Anzarane	0536 69 31 11	0536 69 27 50
El Brouj	Bd Mohammed V	05 24 23 07 26	0524 23 00 26
El Gara	50, bd Hassan II	0522 33 30 32	0522 32 21 79
El Jadida	138, bd Abou Chouaib Doukkali	0523 34 20 27	0523 37 39 15
El Kbab	Av. Hassan II, Hay Takaddoune	05 35 39 40 35	0535 39 41 51
El Ksiba	Bd de la Marche Verte	0523 41 50 69	0523 41 59 77
Fès	2, rue 11, Hay Lamsallah, Bendeabbab	0535 70 20 61	0535 70 20 56
Fès El Menzel	Bâtiment Menbaa El Ouafaa, av. Med V	0535 66 73 19	0535 66 72 73
Fkih Ben Salah	Angle Yacoub El Mansour et rue Mauritanie	0523 43 53 30	0523 43 56 05
Had Belfaa	Imm. Dakous, Had Belfaâ centre	0528 20 94 46	0528 20 94 41
Had Bradia	11, Lot Essanabil	0523 47 98 82	0523 47 98 79
Had Kourt	Av. Hassan II, Centre	0537 89 99 63	0537 89 97 38

Had Ouled Frej	C.M.V. Had Ouled Frej	0523 36 40 17	0523 36 43 70
Had Soualem	Route Casa-El jadida, Centre	0522 96 47 64	0522 96 47 74
Jemaa Shaim	Av. Mohammed V	0524 64 20 36	0524 64 25 14
Jorf El Melha	Centre Jorf El Melha, route Barrage Al Ouahda	0537 99 01 06	0537 99 00 26
Kariat Arekmane	Kariat Arekmane centre	0536 36 07 25	0536 36 07 27
Kénitra	162, av. Mohammed Diouri	0537 37 47 68	0537 37 89 73
Khemiss Sahel	Khémis Sahel centre	0539 52 91 11	Non disponible
Khemiss Zemamra	Av. Hassan II	05 23 34 60 91	0523 36 67 51
Khemisset	374, bd Mohammed V	0537 55 28 07	0537 55 28 87
Khénichat	Bd Hassan II, route Jorf El Melha, Centre	0537 99 85 98	0537 99 85 99
Khenifra	Rue 4, Cité de la Mosquée	0535 58 62 57	0535 58 63 39
Khouribga Ennahda	35, lot Ezzahra, bd Maalainine	05 23 49 70 52	05 26 49 70 55
Lalla Mimouna	Centre Lalla Mimouna	0537 44 05 33	0537 44 08 06
Larbaa Aounate	Route Had Ouled Frej-Aounate, Centre	0523 38 00 30	0523 38 09 47
Machraa Bel Ksiri	Av. Bir Anzarane, Imm. Laasal	0537 90 69 63	0537 90 62 50
Marrakech Loudaya	Loudaya Centre, route d'Essaouira-Marrakech	0524 36 44 56	054 36 44 58.
Meknès	Complexe Walili, Quartier Sidi Said	0535 53 30 98	0535 53 30 97
Midelt	Rue Al Makbara	0535 58 23 93	0535 58 23 93
Mly Bouazza	Route Oued Zem, Centre Mly Bouazza	0535 39 50 14	0535 39 54 10
Mont Aruit	273, bd Hassan II	05 36 36 36 19	05 36 36 10 03
Moulay Bouselham	202, Lot. El Habous	0537 43 22 81	0537 43 22 45
M'Rirt	Av. Mohammed V, B.P. 82	0535 39 00 09	0535 39 05 64
Ouaouizerth	Ouaouizerth Centre, B.P. 24	0523 44 20 32	0523 44 23 80
Oued Amlil	9, Complexe Immobilier Commercial	05 34 27 48 60	0535 27 48 59
Oued Laou	Av. Hassan II	0539 67 09 78	0539 67 09 78
Ouezzane	84, rue Lalla Zouaoua, Quartier Haddadine	0537 90 72 75	0537 90 77 96
Ouled Abbou	Av. Hassan II	05 23 71 02 71	0523 71 04 37
Ouled Berhil	Imm. Ait Mouisse, route Ouled Berhil-Taroudant	0528 53 19 95	0528 53 19 94
Ouled Mbarek	Province Beni Mellal sur l'axe routier Beni Mellal-Fès	0523 46 17 51	0523 46 17 52
Ouled Omrane	4, av. Ibn Battouta, cercle Sidi Bennour	05 23 34 64 53	0523 34 64 83
Ouled Said	Ouled Said - Centre	05 23 72 34 56	0523 72 17 33
Ouled Yach	Province Beni Mellal sur l'axe routier Beni Mellal-Marrakech	0523 51 60 03	0523 51 60 04
Oulmès	Oulmès - Centre	0537 52 31 64	0537 52 35 72
Rommani	Quartier Administratif Rommani	0537 51 61 38	0537 51 62 90
Safi	Rue Almoutanabia	0524 46 34 69	0524 46 31 24
Salé Hay Karima	45, Lot Frougi Sghir	0537 85 28 60	0537 85 28 61
Sebt Guerdane	Imm. Chouikh Hay Essafsaf, route Sebt El Guerdane-Agadir	05 28 54 04 61	0528 54 03 99
Sebt Gzoula	Route d'Essaouira	0524 64 03 39	0524 64 03 47
Settat	107, Place Mohammed V	05 23 40 28 55	0523 40 30 55
Sidi Allal Tazi	Sidi Allal Tazi - Centre	0537 31 91 59	0537 31 92 39
Sidi Bennour	Av. des FAR	05 23 35 92 22	0523 34 91 98
Sidi Hajjaï	Bd Mohammed V	05 23 71 50 84	0523 71 52 99
Sidi Kacem	47, rue 4, nouveau quartier	0537 59 06 86	0537 59 06 87
Sidi Slimane	2, av. Hassan II, Bloc D	0537 50 26 47	0537 50 54 39

Sidi Smail	Imm. Oujda Route Safi - Centre	0523 36 20 57	0523 36 21 80
Sidi Yahia	2, bd Mohammed V	0537 30 00 32	0537 30 00 08
Skhirat	6, Lotissement Maatouka, B.P. 4392	0537 74 22 62	0537 74 22 59
Skhour Rhamna	Av. Mohammed V	0524 36 60 36	0524 36 61 79
Souk El Arbaa	Angle Bir Anzarane et Abdelmoumen Ben Ali	0537 90 24 92	0537 90 26 57
Souk Sebt	PAM II, Rue El Hansali	0523 47 19 44	0523 43 02 54
Tahala	Bd Atlas - Centre	0535 67 80 44	0535 67 81 86
Tahanaoute	Route Tahanaout-Ait Ourir	0524 48 40 28	0524 48 40 26
Taliouine	Av Hassan II	0528 53 40 94	0528 53 43 73
Talsint	Place de la Marche Verte	0535 78 14 28	0535 78 11 29
Tamellalet	Lotissement El Jadida	0524 23 40 66	0524 23 42 55
Tiflet	Quartier Administratif	0537 51 26 72	0537 51 04 41
Tissa	Hay Dakhla	0535 68 00 33	0535 68 03 83
Zaio	17, av. Sidi Othmane, B.P. 198	0536 33 81 85	0536 33 83 22
Zaouat Cheikh	Bd Mohammed V	0523 51 96 64	0523 51 96 75

Caisses Régionales

AGENCES	ADRESSE	TÉLÉPHONE	FAX
Agadir	Av. Général Kettani, B.P. 160	0528 84 53 20	0528 84 03 63
Ait Melloul	Bd Hassan II, route de Tiznit	0528 24 19 45	0528 24 73 65
Al Hoceima	95, bd Mohammed V	0539 98 25 21	0539 98 48 16
Azrou	Av. Hassan II	0535 56 22 70	0535 56 22 62
Ben Ahmed	Angle bd Moulay Abdellah et rue Lalla Amina	05 23 40 80 10	0523 40 80 14
Ben Guerir	Av. Mohammed V, B.P. 34	0524 31 84 70	0524 31 84 11
Beni Mellal	Av. Med V, imm. Lagouira	0523 48 34 16	0523 48 39 60
Benslimane	Angle av. des F.A.R. et av. Oued Zem	0523 29 10 92	0523 29 15 32
Berkane	101, av. Moulay Abdellah	05 36 61 34 13	0536 61 37 85
Berrechid	Av. Moulay El Hassan	0522 33 73 07	0522 33 71 69
Chefchaouen	Place Outa hammam	0539 98 67 74	0539 98 66 69
Chemaïa	Imm. AMB, av. de la Marche Verte	0524 46 80 08	0524 46 81 98
El Hajeb	Av. Mohammed V	0535 54 34 55	0535 54 34 76
El Jadida	24, av. Hassan II	05 23 34 27 97	0523 34 47 81
Fes	17, angle av. Egypte et bd Lalla Hasnaa	05 35 65 17 48	0535 62 18 81
Fkih Ben Salah	Angle Yacoub El Mansour et rue Mauritanie	0523 43 53 30	0523 43 56 05
Guercif	Place de l'Armée Royale	0535 67 55 31	0535 67 61 39
Had Soualem	249, Lotissement El Wahda, route d'El Jadida	0522 96 43 54	0522 96 43 48
Karia Ba Mohamed	Av. Saâdiyine	0535 62 81 61	0535 62 84 21
Kasba Tadla	Angle bd Zerketouni et rue Tarik Ibnou Ziad	0523 41 87 36	0523 41 87 50

Kelaa des Sraghnas	Place Grou	0524 41 22 66	0524 41 30 90
Kénitra	Angle av. Med V et Med Diouri	0537 36 32 24	0537 36 22 12
Khemisset	Bd Mohammed V	0537 55 70 88	0537 55 70 90
Khenifra	Bd de la Marche Verte	0535 58 64 30	0535 58 62 30
Khouribga	35, av. Moulay Youssef	0523 56 24 36	0523 56 18 74
Ksar El Kébir	Av. 20 Août, B.P. 82	0539 91 88 34	0539 91 82 72
Laâyoune	Av. de la Mecque	0528 89 48 22	0528 89 36 62
Larache	5, rue Zerkouni	0539 91 23 45	0539 91 21 98
Marrakech	Av. Mohammed V, Gueliz	0524 44 63 85	0524 44 61 75
Meknès	Place Al Wahda Al Ifriquia	05 35 40 46 40	0535 52 30 45
Midelt	Quartier Administratif, route Errachidia	0535 58 33 70	0535 58 33 71
Missour	Bd Hassan II	0535 58 52 41	0535 58 54 89
Nador	Place de la Marche Verte, B.P. 31	05 36 33 03 07	05 36 60 6102
Ouarzazate	12, av. Mohammed V	0524 88 52 81	0524 88 52 84
Oued Zem	Angle bd Med V et rue Ibnou Toumart	0523 41 52 68	0523 41 08 69
Oujda	Angle bd Derfoufi et rue de Berkane, B.P. 12	0536 68 39 48	0536 68 48 12
Ouled Teïma	Bd Mohammed V, Quartier Rahba	0528 52 68 17	0528 52 77 68
Rommani	Lot 152, Champs de Courses Rommani		0537 51 63 65
Safi	Bd Mohammed V, B.P. 213	0524 62 25 62	0524 62 14 30
Salé Hay salam	Av. Ben Hassan Ouazzani, Hay Salam	0537 80 33 46	0537 80 51 60
Sefrou	Av. Al Massira V.N.	0535 66 10 98	0535 66 17 57
Settat	13, bd Hassan II	05 23 40 07 26	0523 40 34 83
Sidi Bennour	3, Cité Kamal, Route Had Aounate	0523 34 92 70	0523 34 92 76
Sidi Kacem	2, rue 11, Quartier Administratif	05 37 59 21 67	0537 59 21 82
Souk Sebt	Av. Bir Anzarane	0523 43 09 57	0523 43 08 53
Tanger	104, rue de Fès	0539 93 77 71	0539 93 82 14
Taounate	Bd Al Massira, B.P. 28	0535 62 71 19	0535 62 72 14
Taourirt	Bd Mly Abdellah, route Debdou	0536 69 41 63	0536 69 89 66
Taroudant	Quartier Administratif, Mhaïta	0528 85 23 84	0528 85 28 04
Taza	Av. Guassou Oumeddah	0535 67 23 27	0535 67 35 03
Témara	Angle av. Hassan II et rue d'Iran	0537 74 00 73	0537 74 77 91
Tétouan	Av. des FAR	0539 99 72 10	0539 99 72 12



Place des Alaouites - B.P. 49 - 10 000 - Rabat

Tél. : +212 (0)5 37 20 82 19 à 26